BTIA

n° 143

36ème année

Prix 17 € TTC
Trimestriel
Mars 2012

La Revue Française de Génétique et de Reproduction

LAIT-VIANDE

BULLETIN TECHNIQUE DE L'INSÉMINATION ANIMALE

Dossier : France Génétique Elevage

AG UNCEIA 2012
Programme GEMBAL

Sommaire

© P.P.

Vie des entreprises p. 6
Dossier France Génétique Élevage p. 12
- Organisation et fonctionnement p. 14
- Action Internationale p. 15
- Système de Management de la Qualité p. 16
- Deux personnalités honorées au SIA p. 17
- APCA p. 18
- FCEL - FBL p. 20
- Race de France p. 24
- CNBL p. 26
- UNCEIA p. 28
- FEIA p. 32
- Institut Elevage p. 36
- INRA p. 38
- GDS p. 40

Assemblée Générale de l'UNCEIA : une dynamique européenne p. 42
La préservation de la biodiversité raciale p. 44
Le projet GeMBAL, Génomique Multi-raciale des bovins allaitants et laitiers p. 48
ReproQuizz p. 50
DetOEstrus : nouvelle méthode de diagnostic-conseil pour la détection des chaleurs p. 51

France Génétique Élevage

L'interprofession des organismes d'élevage

"France Génétique Elevage (FGE) est née de la volonté des éleveurs français de maîtriser le progrès génétique et la diversité raciale. FGE est l'interprofession des acteurs et des utilisateurs de la génétique des ruminants depuis octobre 2006. Elle regroupe l'ensemble des métiers de la sélection : identification, enregistrement des parentés et des performances, tenue des livres généalogiques, sélection et diffusion des reproducteurs par insémination ou monte naturelle, gestion des données et évaluation génétique.

Fort de son organisation collective, FGE conduit une politique inter-professionnelle auprès des instances françaises, internationales et du grand public. En utilisant les synergies entre les différents métiers, en mutualisant les outils entre les filières, les espèces et les races, FGE est le garant de la maîtrise de la génétique aux mains des éleveurs dans une optique de performances pour l'élevage du futur.

Ce dossier est destiné à mieux faire connaître FGE et ses différents adhérents qui sont présentés selon 3 volets : un homme, un métier, un projet. Tous ces sujets démontrent la qualité du travail effectué à tous les niveaux par l'ensemble des structures d'élevage qui apportent énergie et compétence à FGE avec le même objectif d'efficacité pour l'ensemble des éleveurs.

J'espère que la lecture de ce dossier apportera une information transversale intéressante avec l'œil du BTIA pour tous les acteurs de l'amélioration génétique sur le terrain."

Michel CETRE, Président de France Génétique Elevage

France
Génétique
Elevage
un réseau au service des éleveurs

Dossier réalisé par Pascal PULVÉRY (textes et phots)

France Génétique Élevage : Organisation et fonctionnement

FGE a été créée suite à la loi d'orientation agricole de 2006. C'est une disposition forte du dispositif français afin de garantir aux éleveurs la maîtrise du dispositif. FGE est aujourd'hui l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics pour toutes les questions relatives à la génétique. FGE est aussi le lieu de coordination pour l'ensemble des acteurs et des utilisateurs de la génétique pour les 3 espèces de ruminants.
Pierre Louis GASTINEL est le secrétaire général de FGE. Il assure l'animation du CODIR (comité de direction) et collabore étroitement avec le Président pour la mise en œuvre collective des orientations avec le support technique de l'Institut de l'Elevage.
Il nous explique le rôle de FGE ainsi que son fonctionnement et son financement.

Le rôle de FGE :

FGE assure la représentation collective de l'ensemble des acteurs génétiques aux plans national et international. Il est l'interlocuteur du Ministère et des pouvoirs publics avec des représentants à la CNAG et à France Agrimer. A l'international, des membres de FGE siègent dans tous les groupes et comités (identification, CL, IA, Interbull, Interbeef …) d'ICAR (Comité International pour l'Enregistrement des Animaux).

FGE est responsable du Système de Management de la Qualité (SMQ). En collaboration avec le Ministère, elle assure la gestion et la maintenance du Système National d'Information Génétique (SNIG) Le SNIG est la colonne vertébrale du dispositif collectif d'amélioration génétique. FGE mène un grand projet de rénovation du SNIG pour lui donner la souplesse permettant la prise en compte de nouveaux caractères dans la sélection. Le SNIG doit aussi apporter la garantie d'accès à ces données en respectant les droits et devoirs des apporteurs (parfois privés) tout en assurant leur sécurisation. (voir article page 37).

Le SMQ a reçu la certification qualité attribuée par ICAR, attestant de la qualité de l'ensemble des procédures d'évaluation génétique. (voir article page 16).

Enfin FGE assure la promotion collective de la génétique française grâce à la participation d'experts génétiques issus de ses membres, lors des grands salons internationaux mais aussi grâce à une communication en développement (nouveau site internet, lettres d'informations en différentes langues...). (voir article page 15).

Le fonctionnement de FGE :

FGE est pilotée par un Conseil de 17 éleveurs représentants les acteurs et les utilisateurs de la génétique pour les espèces bovines, ovines et caprines. Parmi les acteurs : l'APCA qui fédère les EdE, FCEL et FBC pour les organismes de conseil en élevage, Races de France pour les Organismes de Sélection, l'UNCEIA pour les Entreprises de Mise en Place et les Entreprises de Sélection, CNBL pour la filière ovin lait et parmi les utilisateurs : la FNPL (Fédération Nationale des Producteurs de Lait), la FNB (Fédération Nationale Bovine), la FNO (Fédération Nationale Ovine) et la FNEC (Fédération Nationale des Eleveurs de Chèvres). FGE s'appuie sur les compétences techniques et scientifiques de l'INRA et de l'Institut de l'Elevage et sur le réseau des ARSOE fédérés au sein de FIEA (France Informatique Elevage et Agriculture) mais aussi sur certaines compétences spécifiques de ses membres (comme par exemple le service juridique de l'UNCEIA).

La très forte mobilisation des professionnels au sein du Conseil et des différentes commissions depuis le début de la création de FGE en 2006, témoigne de la prise de conscience de l'importance de leurs missions : gouvernance du SNIG, affectations des fonds professionnels pour les actions génétiques, actions de lobbying au niveau européen pour la libre circulation des semences ou l'harmonisation des règles d'inscription dans les livres généalogiques par exemple.

Les décisions du Conseil sont mises en œuvre par le Comité de Direction (CODIR) composé des directeurs des différentes structures membres de l'Interprofession. Le CODIR se réunit tous les mois. La Présidence de FGE est assurée à tour de rôle par les Présidents de chaque structure pendant une année, avec le 1er vice-président amené à prendre la prochaine présidence. Le dernier conseil d'administration a élu Michel CETRE (Président de l'UNCEIA) comme nouveau Président de FGE.

Le financement de FGE :

L'ensemble du dispositif génétique français représente un chiffre d'affaires de 350 millions d'euros. Cet investissement dans le DGF est assuré principalement par les contributions des éleveurs à leurs organismes (97% du total), par les pouvoirs publics (pour 2%) et par les fonds interprofessionnels gérés par FGE pour le 1 % restant. Ce budget de 3,5 millions d'euros attribué à FGE par le FNE (Fonds National de l'Elevage) finance la fonction d'ingénierie et le SMQ (50%), la maintenance du SNIG (20%), la communication et la promotion de la génétique (15 %), la R et D (7%), et les dépenses de fonctionnement (8%).

France Génétique Élevage : Action Internationale

Philippe AME, responsable du BCTI (Bureau de la Coopération Technique Internationale)

Le BCTI, au-delà de son rôle en tant qu'organe de coopération internationale des organisations française d'élevage, est aussi l'animateur du Comité de Promotion Générique et de Développement à l'International (CPGDI) de FGE.

L'export concernant de nombreux membres de FGE, il était donc légitime pour l'interprofession de se doter de moyens pour promouvoir les génétiques disponibles. L'approche internationale de FGE n'est pas raciale mais générique : il s'agit d'expliciter les avantages comparatifs de la génétique française et de promouvoir une logique de choix économiques adaptés aux marchés et à l'environnement humain, logistique, climatique.

Dans cette mosaïque de facteurs, il y a toujours une solution génétique à apporter pour plus de compétitivité. Le combat des races n'est pas de mise, la pluralité de notre offre génétique n'est pas une complexité inutile à opposer aux prospects, mais un ensemble de réponses de haute technologie aux besoins d'adéquation races-territoires où chaque opérateur a sa place. En plus de cette richesse raciale, nous disposons d'une richesse technologique avec un environnement professionnel offrant, au sein de FGE, un important potentiel d'expertise et d'appui-conseil, notamment à l'UNCEIA avec le Dr Olivier GERARD pour le suivi sanitaire et l'appui à l'international.
C'est la grande force du dispositif français.

La décision de montée en puissance de notre action à l'international est relativement nouvelle, mais en 2011 nous avons remporté 3 des 4 appels d'offres auxquels nous avions répondu avec la Tunisie, pour la préparation d'un jumelage sur le thème de la traçabilité des produits carnés, l'Inde pour l'étude de la mise en place de l'identification et un autre sur l'Afrique de l'Ouest pour une étude sur la commercialisation du bétail trypanotolérant. Nous avons récemment signé à l'occasion du SIA 2012, un accord de coopération technique avec la Bulgarie et avec la Chine pour un programme d'appui technique avec la société KERCHIN de la province de HENAN, numéro deux chinois de la viande bovine. C'est encore sans compter les actions menées en accompagnement des programmes du groupe Danone, parmi d'autres. Nous générons ainsi, à travers ces programmes, de nouveaux contacts, des opportunités d'affaires pour nos adhérents et notamment des pistes intéressantes pour la vente de génétique.
Notre stratégie de déploiement géographique est d'abord dictée par nos professionnels. Elle concerne, pour l'heure, principalement les pays du pourtour méditerranéen, de la CEI et des Balkans. De plus, nous effectuons une activité de veille sur les appels d'offre internationaux (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement, Agence Française de Développement …) pour identifier les projets comportant une composante d'élevage sur laquelle nous pourrions nous positionner en direct ou en collaboration avec d'autres partenaires (CIRAD, bureau d'études …)
La génétique française dispose d'atouts forts qu'il nous faut afficher, sans doute plus agressivement que par le passé, lors d'actions de promotion ou de coopération au développement. Il faut voir ces dernières comme des plateformes de rayonnement et d'expression du talent de nos adhérents. Avec cette richesse unique de compétences humaines et de génétiques animales, aptes à répondre à tous les projets dans le monde et unanimement reconnues par nos partenaires étrangers, la France s'impose comme un très grand pays d'élevage.

France Génétique Élevage : Système de Management de la Qualité

Le Système de Management de la Qualité de FGE, Jacques DELACROIX (Institut de l'Elevage) responsable Qualité pour FGE

Dans un contexte de désengagement financier de l'Etat dans les filières d'élevage, la loi d'orientation agricole de 2006 a permis à France Génétique Elevage (FGE) d'être le pilote opérationnel du dispositif génétique français (DGF). Pour FGE, l'objectif de déployer un SMQ (Système de Management de la Qualité) était d'apporter un outil commun au DGF pour le rendre plus efficace. La mise en place du SMQ n'est pas facile car notre dispositif est complexe. La difficulté a aussi tenu au fait que nous avons appliqué un seul SMQ pour l'ensemble des 250 organismes du DGF alors qu'habituellement un SMQ s'applique à une seule entreprise. Toutes nos activités reposaient sur des règlements techniques et des guides de bonnes pratiques.

Le SMQ nous a permis de reprendre l'ensemble de cette base documentaire pour la réécrire sous forme de référentiels par métier (7 métiers). Ces référentiels sont désormais gérés de façon évolutive afin de suivre au plus près l'évolution des métiers, en particulier des technologies. L'autre outil important pour le déploiement du SMQ est la revue de processus réalisée pour chacun des métiers (voir l'article : le métier d'administrateur processus, page 37). Le SMQ est une méthodologie qui ne vient pas se rajouter à l'existant mais le consolider et en améliorer son efficacité. Aujourd'hui les référentiels métiers sont écrits et cela représente déjà un retour sur investissement pour FGE en matière de définition des activités et d'harmonisation entre organismes.

Le succès de la mise en place du SMQ, est concrétisé par la réalisation de plus de 140 audits avec une mesure en interne des écarts par rapport au référentiel, un plan d'actions correctives puis une auto-déclaration de conformité.

Le SMQ mesure donc la capacité d'une entreprise pour s'évaluer, se corriger et s'améliorer. Les métiers en sont à des stades différents avec un fort déploiement pour le contrôle de performances lait, l'identification, la certification des parentés et les ARSOE avec 38 auditeurs formés. Les métiers de l'insémination sont pour le moment en retrait car les entreprises d'IA sont en pleine restructuration technique et organisationnelle. Leur situation de concurrence n'incite pas à mutualiser les expériences.

Avec la mise en place du SMQ, nous avons assisté à un changement de mentalité au sein même des organismes. Les dirigeants utilisent désormais un nouveau vocabulaire en parlant de plans d'actions, d'écarts, d'actions correctives … Désormais on met des objectifs dans les actions et des moyens de mesure de l'efficacité de ces actions. C'est une véritable culture qualité qui se diffuse non seulement parmi les 140 correspondants qualité mais aussi, progressivement, parmi l'ensemble des dirigeants.

MEMBRES DE FRANCE GÉNÉTIQUE ÉLEVAGE ADHÉRENTS D'ICAR POUR LA FRANCE

n EXECUTIVE BOARD ICAR	Pierre-Louis Gastinel (FGE), trésorier
n SOUS-COMITÉS	
Interbull	Sophie Mattalia (Institut de l'Élevage)
Identification	Erik Rehben (Institut de l'Élevage)
Compteurs à lait	Clément Allain (Institut de l'Élevage)
Analyses de lait	(Président) Olivier Leray
n GROUPES DE TRAVAIL	
Bovins viande Interbeef	Laurent Griffon (Institut de l'Élevage)
Insémination	(Président) Laurent Journaux (UNCEIA)
Ovins lait	(Président) Jean Michel Astruc (Institut de l'Élevage)
Caprins	Jean Michel Astruc (Institut de l'Élevage)
Echange de données	(Président) Erik Rehben (Institut de l'Élevage)
Analyses Génétiques	Marie-Yvonne Boscher (Labogena)
Enregistrement des parentés	Philippe Grosperrin (Ede 39,25 et 90)
Méthodes Contrôle Laitier	Hélène Leclerc (Institut de l'Élevage)
n RESEAU DE VEILLE SUR LES BREVETS	Laurent Journaux (UNCEIA)
n CENTRE DE TESTS DES COMPTEURS A LAIT	Jean-Louis POULET (Institut de l'Élevage), (responsable du centre de Derval)

France Génétique Élevage : Deux personnalités honorées au SIA

Moment d'émotion lors du salon de l'agriculture avec Bruno LEMAIRE , Ministre de l'agriculture, qui a remis sur le stand de FGE, les insignes de Chevalier dans l'ordre de la Légion d'Honneur à Serge PARAN, Président de l'UNCEIA de 2003 à 2010 et Vincent ANDRIEU, Président de France Contrôle Laitier de 1997 à 2010.

Cette remise de médaille s'est déroulée en présence de très nombreuses personnalités dont Marion GUILLOU (Président Directeur Général de l'INRA), Pierre CHEVALIER (Président de la CNE), Jean-Michel LEMETAYER (ancien Président de la FNSEA), Alain MARLEIX (député et ancien secrétaire d'Etat). Cette très haute distinction récompense l'action sans faille de Serge PARAN et de Vincent ANDRIEU au service des éleveurs au cours de leurs responsabilités professionnelles.

Au cours de cette période, ils ont activement participé à la création de France Génétique Elevage qui réunit tous les organismes engagés dans les filières élevage comme l'a déclaré le Ministre : " Il n'y a pas d'avenir pour l'agriculture française sans recherche et préservation de la biodiversité. Vous avez efficacement plaidé auprès du Ministère sur la nécessité du travail en commun, sur la nécessité du partage des données et de rapprocher la recherche publique et les efforts des professionnels tout en conservant la propriété intellectuelle aux mains des éleveurs. Avec l'avènement de la Révolution Génomique pour la sélection des bovins laitiers, la génétique française est aujourd'hui reconnue dans le monde comme la plus performante."

Vincent ANDRIEU

Serge PARAN

Vincent ANDRIEU et Serge PARAN récompensés par Bruno LEMAIRE

APCA
Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture

L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agricultures fédère l'ensemble des 92 chambres départementales, des 21 chambres régionales d'agriculture et des 70 établissements départementaux de l'Elevage (EDE).

L'élevage est le premier secteur d'activité des chambres pour l'identification des animaux, la traçabilité de leurs mouvements, et la certification des parentés, le contrôle de performances, le conseil aux éleveurs et la recherche dans les fermes expérimentales. Grâce à ces missions les EDE et les Chambres d'agriculture constituent l'un des premiers maillons des programmes d'amélioration génétique, avec des objectifs de dynamisme économique et de développement durable.

APCA en chiffres

92 chambres départementales
21 chambres régionales
70 Etablissements de l'Elevage (EdE)
1300 ingénieurs et techniciens de l'élevage
Un budget de **650 millions** d'euros
Un réseau de **4 200 élus** professionnels

Un Homme Daniel GREMILLET

Daniel GREMILLET (59 ans), éleveur à Deycimont (88) d'un troupeau de 65 vaches Prim'Holstein (et une vosgienne offerte par des éleveurs vosgiens), est Président de la Chambre d'Agriculture des Vosges, vice-Président de l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) en charge de l'élevage, Président de la coopérative laitière de l'Ermitage.

Je suis très attaché à la diversité raciale préservée par les éleveurs et organisée par les structures d'élevage. L'évolution génétique a été concentrée sur les grandes races et nous travaillons avec les syndicats d'éleveurs pour conserver certaines races comme la vosgienne afin que nos enfants continuent à la voir dans nos prés. Nous sommes un conservatoire des territoires avec une histoire liée à des hommes et des animaux. Les Chambres d'Agriculture ont une mission de développement de l'élevage sur un territoire quelle que soit la race. Elles jouent un rôle majeur dans la traçabilité. Aujourd'hui nous disposons d'une traçabilité exemplaire qui est le fruit du travail des Chambres sur le terrain et des services de l'Etat. Les hommes de l'APCA ont fait partie avec d'autres comme Serge PARAN de l'UNCEIA et Vincent ANDRIEU de FCEL, de ceux qui pensaient qu'il fallait conserver un esprit collectif au dispositif génétique français. Le retrait des pouvoirs publics nous a obligés à imaginer de nouvelles passerelles pour conserver un lien commun. L'APCA a pris sa part à cette nouvelle ère d'organisation territoriale. La diffusion du progrès génétique a été exemplaire depuis avec une accessibilité pour tous les éleveurs et en tout lieu. C'est une chance que l'on ne mesure pas. Il y a eu une solidarité paysanne pour l'organisation des territoires.

Le monde de l'élevage travaille de plus en plus en réseau avec un dialogue permanent entre les départements, les régions et les Chambres d'Agriculture. Nous avons accompagné les éleveurs sur les problématiques qui touchent au contexte de l'élevage : la mise aux normes, le conseil en élevage, les nouvelles technologies, le bien-être animal et celui de l'éleveur … Les Chambres d'Agriculture ont été confortées dans leur rôle sur la traçabilité animale. Nous poursuivons notre mission dans ce domaine avec la récente signature des accords sur le SPIE (Système Professionnel d'Information en Elevage) entre l'APCA et le Ministère de l'Agriculture.

Avec le développement de la robotique et de l'automatisation, nous sommes au début d'une nouvelle ère du métier d'éleveur avec le risque d'un appauvrissement de la collecte d'informations par nos systèmes traditionnels. Il nous faut discuter avec les constructeurs de robots afin de conserver cette maitrise collective des données. Il n'existe pas de modèle unique en élevage, nous devons être capables de répondre aux aspirations des éleveurs qui veulent en priorité maximiser leur résultat économique en lait ou en viande. Nous devons proposer des offres génétiques avec d'autres composantes que les seuls caractères de production : longévité, fertilité, qualité des produits … Quand je vois ce qu'a fait la Nouvelle-Zélande, pour la conduite des troupeaux à l'herbe avec une gestion des pâtures et une grande diversité des prairies, je pense qu'il nous faut adapter le modèle de demain aux besoins des filières en envisageant de nouveaux modèles de production notamment pour les grands troupeaux.

Un Métier Responsable identification

Au sein de la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne, il existe un coordinateur pour l'identification dans chaque antenne départementale. Pour le département d'Ille Vilaine, c'est Alain BAZIRE qui assure cette mission.

Ma mission consiste à entretenir au niveau départemental des relations avec nos prestataires délégataires pour l'identification (OCEL, Bovins croissance, GDS), avec l'administration et bien sûr avec les éleveurs eux-mêmes. J'ai également comme mission spécifique au niveau régional le suivi qualité des boucles d'identification ; je participe au projet national d'identification électronique. Mes collègues coordinateurs dans les autres départements bretons ont pour mission l'identification ovine pour François MORET (Côtes d'Armor), le suivi qualité pour Christine BRAUD (Morbihan), l'identification porcine pour Pierre QUEAU (Finistère).

Si notre système d'identification est arrivé à ce niveau de qualité, c'est aussi dû à tout le travail qui a été réalisé auparavant notamment lors de la mise en place de l'IPG dans les années 1976- 1978. Ce n'est qu'à partir de 1998 que les éleveurs ont eu la responsabilité de l'identification de leurs animaux. Notre rôle a été d'informer et d'accompagner les éleveurs en nous assurant que la réglementation était bien appliquée. Assurer le bouclage et le rebouclage des animaux était une véritable révolution pour les éleveurs. Pour s'assurer que ceux-ci maitrisaient l'identification, nous avons mis en place des indicateurs sur notre base de données pour nous alerter par exemple d'excès de notification hors délai ou de rebouclages. Cela nous a permis d'intervenir auprès des éleveurs et de mettre en place un suivi qualité.

Mon autre mission consiste à participer aux tests d'agrément des boucles, pilotés par l'Institut de l'Elevage pour le compte du Ministre de l'Agriculture. Afin de vérifier la qualité des boucles (tenue, durabilité …) nous réalisons des tests en laboratoires mais aussi en ferme ce qui est une caractéristique purement française.

Je travaille également depuis 2006 sur le dossier d'identification électronique avec des expérimentations en élevage et dans nos stations. Je travaille aussi à l'adaptation des automates en élevage (DAC, DAL, robots…) en sensibilisant les fournisseurs à la nécessité d'adapter leurs outils à la lecture de boucles officielles. Le rôle de notre service identification (qui comprend 6 personnes) est d'accompagner les éleveurs et de mener le cas échéant des actions de mise en conformité qui peuvent nous être demandées par l'administration sans se substituer à elle pour la mission de contrôle des élevages. En général les problèmes concernent le rebouclage des animaux dans les grands troupeaux ou bien les retards de notification. Sur 7400 élevages, seule une cinquantaine de cas présente des anomalies importantes et nécessite un accompagnement plus important. Les éleveurs ont bien compris qu'une bonne identification est intéressante pour la conduite du troupeau, le suivi sanitaire, mais aussi pour la traçabilité. Lors de la crise de l'ESB, c'est la qualité de l'identification et de la base de données qui ont permis de caractériser la viande d'animaux nés et élevés en France pour le label VBF (viande bovine française) mais aussi la traçabilité jusqu'à l'abattoir pour assurer la sécurité alimentaire des consommateurs.

Un Projet Le SPIE

(Système Professionnel d'Information en Elevage)

Le mardi 28 février dernier, sur le stand de l'APCA au Salon de l'Agriculture de Paris, les efforts des membres de l'association SPIE ont été récompensés lors de la signature par les pouvoirs publics du contrat officialisant le SPIE. Cette signature entre Patrick DEHAUMONT (nouveau directeur de la DGAL) et Daniel GREMILLET (vice-Président de l'APCA et Président du SPIE), s'est déroulée en présence de Guy VASSEUR (Président de l'APCA), Guy HERMOUET (vice-Président de la FNB), Bruno COLIN (Coop de France), Jean-Luc ANGOT (sous directeur de la DGAL), Régis RAFFIN (bureau du contrôle des mouvements des animaux de la DGAL) en photo. Christine MARLIN, responsable du service Elevage de l'APCA nous explique le projet.

"Le règlement européen de 1999 sur l'identification prévoyait que chaque Etat membre mette en place une base de données. Le ministère de l'Agriculture a décidé de gérer cette base (la BDNI : Base de Données Nationale d'Identification) tout en mettant à disposition de la profession une copie miroir de cette base en 2001. L'APCA a mobilisé tous les responsables professionnels de l'élevage bovin afin de connaître leurs besoins pour la mise en place de cette base de données miroir. Mais les étapes ont été longues avant la signature du contrat avec le Ministère. En 2004 une association (SPIE) a été constituée avec 4 membres fondateurs la CNE, le CNIEL, INTERBEV et l'APCA auxquels se sont associés la FNB, FNPL, GDS France, Coop de France, FMBV, FFCB, FNICGV, SNIV, FNEAP[1]. Il a fallu 4 années pour trouver un véhicule législatif permettant d'obtenir l'habilitation pour accéder à des données gérées par l'Etat. La base de données miroir a été mise en place mais il a fallu attendre janvier 2012 pour que la CNI (Commission Nationale de l'Identification) donne son aval à l'association SPIE avec un arrêté d'habilitation et la signature de la convention avec le Ministère de l'Agriculture.

Ce SPIE va permettre notamment la dématérialisation des documents d'accompagnement et de certification de parenté des bovins (DAB, ASDA). Chaque opérateur de la filière lors de la commercialisation d'animaux pourra interroger la base qui sera disponible 7j sur 7 et 24 h/24. L'ARSOE de Bretagne est le prestataire informatique du projet et l'Institut de l'Elevage assure l'assistance à la maîtrise d'ouvrage. La CNE et l'APCA sont les financeurs pour la phase de lancement du projet. Nous travaillons avec le Ministère de l'agriculture à la mise en œuvre de ce système d'information et de la dématérialisation en définissant avec une très grande rigueur les règles d'accès et la sécurisation de la base. Dès 2013, nous espérons mettre en œuvre des essais pilotes avec différents opérateurs de la filière bovine."

1 Confédération Nationale de l'Elevage, Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière, Interprofession Bétail et Viande, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, Fédération Nationale Bovine, Fédération Nationale des Producteurs de Lait, Groupement de Défense Sanitaire, Fédération Nationale des Coopératives, Fédération des Marchés de Bétail Vif, Fédération Française des Commerçants en Bestiaux, Fédération Nationale de l'Industrie et du Commerce en Gros des Viandes, Syndicat National des Industries de la Viande, Fédération Nationale des Exploitants d'Abattoirs Publics

FCEL France Conseil Élevage
FBC France Bovins Croissance

Les entreprises-organismes de contrôle de performances ont 2 missions :

- Apporter un appui conseil personnalisé à l'éleveur pour la conduite et la gestion de son troupeau dans tous les domaines : qualité du lait, alimentation, gestion technico-économique, bâtiments d'élevage …
- Elles ont la responsabilité de la collecte des données du contrôle de performances et plus généralement de toutes données utiles à la gestion des troupeaux et à l'amélioration génétique avec le calcul des index.

La mission de contrôle de performances est fiabilisée par le Système de Management de la Qualité déployé dans le domaine du lait et les 2 fédérations sont engagées dans une démarche de fusion.

FCEL-FBC en chiffres

65 Entreprises de Conseil Elevage (ECEL-Lait)
1 250 conseillers
2 300 agents de traite
200 ingénieurs
50 000 élevages bovins (**80 %** de la collecte de lait)
1 900 élevages caprins (**381 500** chèvres contrôlées)

68 Organismes Bovins Croissance
230 agents de terrain
12 800 élevages adhérents
707 512 animaux contrôlés

Un Homme Donimique DAVY

Dominique DAVY, éleveur de limousines à Daumeray (49), Président de FCEL, de Bovicap Conseil (Contrôle de Performances bovins lait-viande, caprins et ovins viande en Maine et Loire) qui va devenir en juin prochain, Elevage Conseil Loire Anjou (après fusion avec l'ECEL de Loire Atlantique).

Nous nous appuyons sur l'expertise de FGE pour la mise en place du SMQ qui est quasiment terminé pour les ECEL pour leur activité "bovins lait" et en phase de déploiement pour Bovins Croissance. Nous bénéficions aussi du système d'information de FGE et de son appui à l'international (ICAR), par exemple pour l'agrément d'un échantillonneur universel pour les robots de traite. Nous participons également au groupe de réflexion stratégique de FGE qui travaille aux orientations futures des organisations génétiques. Il est évident que si le nombre d'exploitations laitières passe de 70 000 à 30 000, voire 20 000, la restructuration des entreprises sera incontournable.

Nous saisissons bien cette évolution dans notre branche qui comptait 80 adhérents en 2000 pour seulement 65 ECEL en 2012. Après la fusion avec la Fédération Bovins Croissance, nous compterons une centaine d'adhérents. De nombreux regroupements d'entreprises sur 3 ou 4 départements sont partis ou en en cours : dans les départements de la Seine Maritime, du Calvados et de la Manche, de la Loire-Atlantique et du Maine et Loire, du Nord et de la Picardie, de l'Ain et de la Saône et Loire.

Au niveau national, le projet de fusion des 2 fédérations FCEL et FBC devrait se concrétiser en mai prochain avec une nouvelle structure FCEL dotée d'un nouveau système de gouvernance avec 3 Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) pour la collecte de données, la valorisation des données et le conseil, l'appui stratégique aux adhérents et 3 Commissions : communication, sociale, R et D qui regrouperont de nouveaux élus pour les filières lait, bovin viande et caprin.

Nous nous félicitons de l'existence de FGE qui rassemble les forces vives de la génétique. C'est une interprofession aujourd'hui connue et reconnue. En termes d'affichage international, nous voulons communiquer par l'intermédiaire de FGE qui bénéficie d'un impact fort.
Nous voulons poursuivre le travail interprofessionnel en mettant en avant FGE pour tous les dossiers génétiques. Nous avons la volonté de rechercher tous les partenariats possibles aux niveaux régional et national, pour faire avancer les dossiers génotypage et phénotypage.

Un Métier Technicien d'ECEL

Le métier des conseillers techniques d'élevage d'ECEL (Entreprise de Conseil Elevage) a changé. Fini les pesées, ils se consacrent désormais uniquement aux activités de conseil, à l'image de Vincent FOURNEY qui apporte ses compétences techniques et technico-économiques à ses éleveurs.

Dans le département de Côte d'Or, Côte d'Or Conseil Elevage est le seul interlocuteur des éleveurs pour l'animation technique de la filière laitière. Pour Charles BOLOT, son directeur, Côte d'Or Conseil Elevage participe à la dynamique laitière du département grâce à la motivation de ses techniciens désormais conseillers techniques d'élevage à part entière :
"Avec 2 700 visites effectuées chaque année, nos 6 conseillers assurent le suivi technique et technico-économique chez nos 240 adhérents (90 % des élevages du département). Depuis le 1er octobre 2011, les opérations de pesée ne sont plus effectuées par nos conseillers mais par des agents de pesée. Nos 6 conseillers se consacrent entièrement à l'appui technique et technico-économique en accompagnant chacun 40 éleveurs avec l'aide de 4 conseillers spécialisés (bâtiment, installation, environnement, matériel de traite…). Malgré une densité d'élevage faible, notre département témoigne d'une forte dynamique laitière. Les visites mensuelles des techniciens permettent une présence sur le terrain et une fidélisation des éleveurs. En 10 ans nous avons perdu moins d'adhérents (-3 %) que la moyenne nationale (-5 %)."

Quentin HEMETER du Gaec Drot à Beaune (49 vaches Montbéliardes, adehérent à Côte d'Or Conseil Elevage en contrôle de performances et appui technico-économique : *"De par la qualité des conseils apportés par le technicien de Conseil Elevage, je place celui-ci au même niveau que mon vétérinaire. Il apporte une ouverture, un regard extérieur. Il peut aussi bien nous alerter sur un point précis comme par exemple la présomption de mammites que nous inciter à modifier nos pratiques de travail. Avec sa connaissance de nombreuses exploitations, il peut, par exemple, nous conseiller une automatisation avec un DAL ou un DAC. Nous sommes moins isolés. L'important aussi dans le conseil est de pouvoir se comparer aux autres."*
Vincent FOURNEY, conseiller technique d'élevage lait depuis 15 ans : *" Notre métier a changé bien avant le changement de nom du Contrôle Laitier. Auparavant on regardait principalement les quantités de lait, on faisait*

les plans d'accouplements. C'est désormais fini. On est plus porté sur l'analyse de l'exploitation dans toutes ses composantes plutôt que sur la beauté des vaches. Lors de la visite d'appui technique, nous faisons un point complet avec l'éleveur sur tous les postes de l'exploitation depuis l'alimentation jusqu'au bâtiment en passant par la reproduction, le sanitaire. La liste des conseils est longue mais en conservant toujours une optique technico-économique. Avec cette mission de conseil, j'ai l'impression de participer à la dynamique des exploitations mais aussi au maintien de l'activité de certaines exploitations qui se posent la question de poursuivre le lait en zone céréalières. C'est une motivation mutuelle très enrichissante qui fait l'intérêt de mon métier."

Un Projet Automate de pesée des veaux

Avec l'arrivée de l'Identification Electronique, France Bovins Croissance en collaboration avec l'Institut de l'Elevage a décidé d'adapter la collecte des données aux nouvelles technologies. La pesée en mouvement est un des moyens pour y répondre.

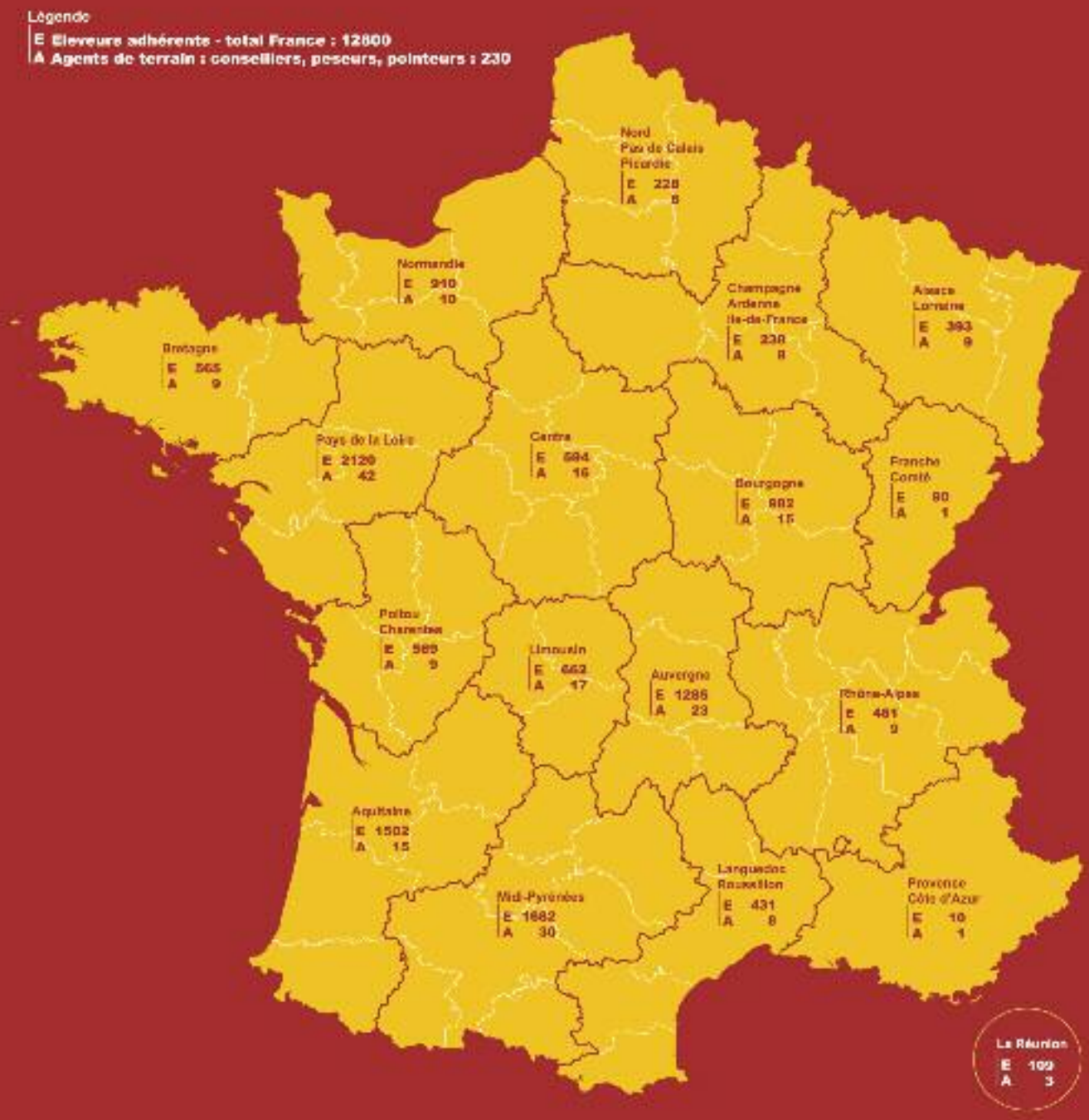
Ce dispositif a pour objectif d'éliminer la contrainte de l'organisation d'un chantier de pesée des veaux et d'adapter la collecte des données de poids, aux nouvelles technologies. L'équipement se compose d'un plateau comportant deux barres de pesées, d'un indicateur de pesée capable de traiter la pesée des animaux en mouvement, et d'un lecteur fixe de boucles d'identification électronique. Il est placé dans un endroit de passage obligé des animaux. Le système fonctionne très bien en stabulation. Il est en général placé à l'entrée des parcs à veaux. Il a donné aussi satisfaction au pré, à l'entrée du nourrisseur, pour des lots de veaux habitués avant l'installation du dispositif à consommer de l'aliment. Dans ces configurations, tous les veaux passent sur le dispositif au moins une fois durant les cinq jours pendant lesquels est installé le plateau. Plus de 80 % des poids sont exploitables pour le contrôle de performances. Cela permet d'obtenir le même taux de collecte de poids à 210 jours que le système actuel de pesée sur rendez-vous.
Concrètement, l'animal en accès libre, passe sur le plateau. Le poids vif est capté sur le boîtier de pesée et enregistré. A noter que si le bovin passe plusieurs fois dans la journée, tous les poids sont stockés. De cette technique découlent de multiples avantages. Plus besoin de contention, les animaux se pèsent seuls avec un stockage des informations. L'éleveur peut ainsi identifier les performances de ses animaux et les trier en conséquence. Outre les poids vifs, le système permettra de vérifier quotidiennement les gains ou pertes de croissance et d'estimer les indices de consommation. Le dispositif est testé à ce jour en stabulation (entrée des cases à veaux) et en pâture à l'entrée du nourrisseur ou d'un point d'eau. Le matériel a été vérifié, avant son entrée en service, selon les normes en vigueur. Il reste à peaufiner les statistiques de traitements pour éliminer les poids aberrants dû par exemple à un animal identifié et pesé en même temps que la montée d'un second

animal sur la bascule. Dernier point, ce système de pesée, simple de conception, adaptable aux différentes configurations d'élevage, est facilement transportable. Il permet surtout d'avoir à éviter de mettre en place un chantier de pesée, gourmand en temps. Les tests se finaliseront fin d'année 2012 pour déployer ce nouveau concept début 2013. Les éleveurs pourront s'équiper ou bien le matériel sera mis à disposition.

par Laurent HEDOU,
Directeur Adjoint de Manche Conseil Élevage

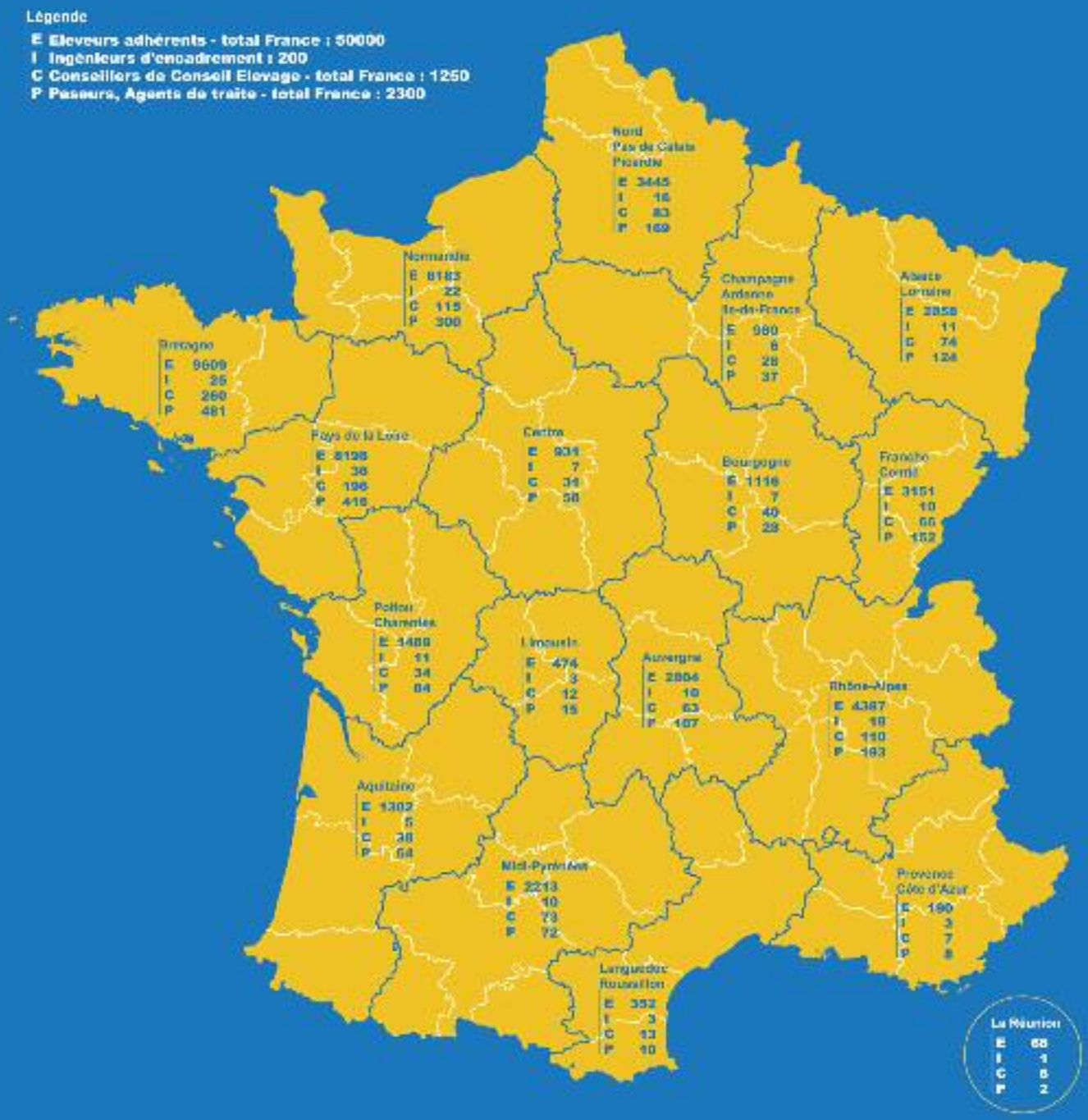
FBC

France Bovins Croissance



FCEL

France Conseil Élevage



Races de France

Races de France rassemble 44 Organismes de Sélection (OS), parlements des races assurant la tenue des livres généalogiques, la définition des orientations raciales et l'ingénierie de la morphologie raciale.
Races de France coordonne les actions de ses membres, défend leurs intérêts et veille à la préservation de la diversité des races pour une valorisation optimale des territoires et des filières.

Race de France en chiffres

44 Organismes de Sélection (OS)
400 races dans 8 espèces
30 000 éleveurs adhérents
200 agents de terrain

Une Femme Geneviève BARAT

Geneviève BARAT, Vice-Présidente de CAPGENES, éleveuse à Saint Germain Beaupré dans la Creuse en race Saanen (300 chèvres).

Depuis 1995, les 2 structures CAPRIGENE France et CAPRI IA avaient déjà développé des synergies de moyens.
La volonté des professionnels étaient de réduire les coûts afin que la filière reste encore gérée par les éleveurs et pour les éleveurs. Auparavant nous étions déjà un exemple d'intégration en gérant toutes les races. La création de CAPGENES a été un aboutissement et cela a fait tomber beaucoup de murs.
Le nouveau Dispositif Génétique Français nous a confortés dans l'idée de créer un OES (Organisme et Entreprise de Sélection) organisé autour de la filière caprine et reconnu au niveau européen. Dans le nouveau Conseil d'Administration de CAPGENES, nous avons respecté les prérogatives de l'OS et de l'ES mais aussi ouvert l'OES à l'ensemble des secteurs de la filière pour toutes les races caprines depuis les éleveurs de la base de sélection jusqu'aux laiteries en passant par le Contrôle Laitier, les Coopératives d'IA et d'autres structures : FNCL, FNIL, ANICAP, FNEC*. La création de CAPGENES nous a amené plus de cohérence et d'efficacité avec la maîtrise complète du processus. L'insémination est la finalité de la création génétique, pour un juste retour économique. Etant une petite filière, le fait d'avoir une seule OES donne de la force de réflexion. Que l'on soit éleveur de l'OS ou de l'ES, on sait que les 2 structures dépendent l'une de l'autre. Il existe une pensée commune avec un lien fort entre l'orientation de la génétique et l'activité de l'ES.
Le développement de l'insémination est tributaire du travail effectué en amont.
Les 2 activités sont liées, alors autant qu'elles le soient au sein de la même structure. En regroupant l'ensemble des missions dédiées à la création génétique et à la diffusion, nous avons créé un outil à la taille de notre filière tout en conservant sa maîtrise aux mains des éleveurs. La création de l'OES CAPGENES a permis non seulement de mutualiser des moyens mais aussi de se lancer dans des projets comme la génomique avec une logique et une dynamique commune.
Je regrette seulement, depuis la création de CAPGENES, le faible développement de l'insémination, notamment en dehors de la base de sélection. Mais la crise est peut être passée par là ? Pour la filière caprine, il était impératif que les éleveurs soient intégrés dans les centres de décision. Une génétique faite par les éleveurs, pour des éleveurs est un élément incontournable pour l'avenir de la sélection, c'est ce que nous avons réussi avec la création de l'OES CAPGENES.

* **FNCL :** Fédération Nationale de la Coopération Laitière, **FNIL :** Fédération Nationale des Industries Laitières , **ANICAP :** Association Nationale Interprofessionnelle Caprine, **FNEC :** Fédération Nationale des Eleveurs de Chèvres.

Un Métier Technicien référent racial

La loi de modernisation agricole de 2006 a apporté beaucoup de modifications au paysage du Dispositif Génétique Français (DGF) mais elle n'a pas remis en cause l'organisation par métier du DGF.

Ces dernières années, le contexte a évolué avec un désengagement financier de l'Etat, l'arrivée de nouvelles technologies (la génomique, le monitoring …) avec des éleveurs qui collectent déjà eux-mêmes un certains nombres d'informations sur leurs animaux.

Dans le secteur de l'agriculture et plus particulièrement en élevage, le nombre d'exploitants est en diminution, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'activité des organismes d'élevage. Les techniciens pouvant intervenir sont aujourd'hui relativement nombreux et l'éleveur est amené à effectuer des choix. Les éleveurs sont de mieux en mieux formés et ils exigent un niveau de compétence de plus en plus élevé pour les prestations de conseils qui leurs sont proposées.

Il est important aujourd'hui d'anticiper les évolutions au lieu de les subir plus tard. La réflexion ne peut ne plus se faire par métier mais de manière transversale afin de partir des besoins de l'éleveur et de voir comment les satisfaire avec le meilleur rapport qualité/prix. Il faut inventer de nouveaux métiers et un technicien référent aux connaissances et aux compétences élargies pour une race donnée, peut être une solution d'avenir pour cet objectif. Il est temps de remettre l'éleveur au centre du système en réorganisant différemment les services.

© France Limousin Sélection

Au sein de l'OS Limousine, nous avons réfléchi à nos offres de services afin de proposer aux éleveurs le meilleur accompagnement possible en tenant compte de la qualité des prestations et de l'optimisation des coûts. Dans le cadre de cette analyse prospective, nous avons envisagé sur certaines zones géographiques, la possibilité de trouver des accords entre organismes, pour organiser le passage d'un seul technicien effectuant des tâches dévolues auparavant à plusieurs structures, en réorganisant le conseil génétique. C'est ainsi que nous avons rencontré nos partenaires de Bovins Croissance afin d'envisager la création d'un technicien racial aux compétences élargies. Nous avons débuté ce projet sur la Haute-Vienne avec des techniciens de Bovins Croissance qui bénéficient d'une délégation pour le pointage adulte et le suivi d'élevages limousins, tâches auparavant effectuées par le Herd-Book. La mise en place d'un technicien référent racial ne sera pas possible partout, compte tenu des zones multiraciales. Mais c'est une solution intelligente qui répond aux objectifs de rentabilité et d'efficacité des éleveurs et des organismes en matière de conseil génétique.

Un Projet Le service global

Jean-Luc CHAUVEL, (ancien enseignant au lycée agricole de Bonnefont près de Brioude), éleveur ovin à Frugières les Mines, (900 brebis et 250 agnelles), Président de l'OS ROM, de FEDATEST, du CORAM, 1er vice-Président de Races de France.

"Au sein de FGE, nos métiers se rencontrent et nous pouvons exprimer nos divergences et nos convergences. Il existe un réel esprit collectif avec une discussion entre les différentes espèces. Il existe en ovin un nombre important de races qui sont le socle de notre diversité. Nous devons préserver les qualités raciales et faire en sorte que les races correspondent aux exigences de la filière de par l'optimisation des performances techniques. Il faut par exemple augmenter le nombre de kg d'agneau produit par brebis.

Dans le cadre du Dispositif Génétique Français, les Organismes de Sélection (OS) ont été restructurés avec 9 OS issus des 25 UPRA existantes. On a favorisé les OS multiraciales avec une mutualisation des compétences et des orientations, ce qui a permis de disposer d'OS fortes. Dans le même temps 3 pôles génétiques ont été créés sur les 3 grands bassins de production avec Fedatest sur le grand sud, Verdilly sur le nord-est et Insem Ovin sur le Centre ouest. Ils ont vocation à décentraliser les orientations pour améliorer la performance des élevages avec un fonctionnement proche d'une interprofession en rassemblant des organismes de l'aval (transformateurs, opérateurs de mise en marché...).

Le service global mis en place dans le secteur ovin laitier et naissant dans le secteur allaitant, met en synergie les différents métiers en rassemblant en un seul lieu la gouvernance des orientations de la filière pour les itinéraires techniques et de la mise en place.

L'élevage ovin a besoin de performances avec une meilleure gestion des troupeaux et une production en conformité avec les attentes de l'aval et une optimisation des coûts de production. Tout cela n'est possible qu'en mettant en synergie les différents acteurs technico-économiques. La mise en place d'un

technicien référent est nécessaire. Il faut que tout le monde prenne conscience de l'intérêt de la nouvelle organisation technique pour apporter un conseil transversal. Il y a obligation de se mettre en convergence pour notre propre développement. Le service global permet de concentrer les orientations et d'éviter une atomisation des décisions. Pour que la filière ovine pèse, il faut qu'elle s'organise autour des bassins de production. Nous devons mutualiser entre nous, avec un objectif économique pour les structures et pour les éleveurs."

CNBL
Comité National Brebis Laitières

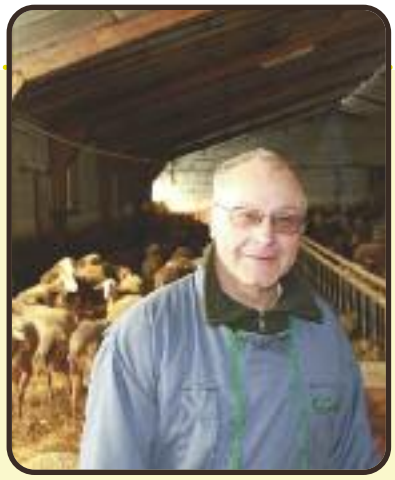
Le Comité National Brebis Laitières rassemble de façon interprofessionnelle l'ensemble des acteurs de la filière ovine laitière. Le CNBL représente ainsi une instance de concertation technique nationale dans les domaines génétiques, innovations et transferts de technologie, développement d'outils techniques en collaboration avec l'INRA et l'Institut de l'Élevage. L'animation du CNBL est assurée par l'Institut de l'Elevage.

CNBL en chiffres

CNBL
Comité National Brebis Laitières

37 membres
1,5 millions de brebis de 5 races laitières
150 techniciens d'élevage

Un Homme Luc ESTIENNE



Luc ESTIENNE, 57 ans, éleveur ovin à Les Mazes (12) avec un troupeau mixte de 400 brebis laitières Lacaune et 200 brebis viande. Président du Service Elevage de la Confédération de Roquefort, du CNBL (Centre National de la Brebis Laitière) et de la Commission ovine de FGE.

Le CNBL est en lui-même une interprofession technique qui fonctionne comme FGE avec une Présidence tournante parmi 4 de ses membres (Ovitest, le CDEO d'Ordiarp, Corsia et le Service Elevage de la Confédération de Roquefort).

Le CNBL regroupe toute la filière ovine laitière avec 35 membres actifs et deux membres de droit : INRA et Institut de l'Elevage. Le CNBL a mis en place le SNIG dans le secteur d'information en élevage ovin lait (SIEOL) avec une certaine réussite (enveloppe fermée, délai). Cela a constitué un point fort pour notre reconnaissance par la filière génétique.

LE CNBL a aussi toujours été un lieu de formation, accompagné par l'INRA et Institut de l'Elevage. Cet Institut a été un moteur pour le CNBL, il nous faut continuer dans cette voie et sécuriser l'indexation. L'INRA et Institut de l'Elevage doivent être en contact permanent avec la filière ovine afin de savoir anticiper ses demandes pour construire l'avenir ensemble.

Il est important qu'il existe des lieux comme le CNBL et FGE où puisse s'opérer le transfert de connaissances vers les professionnels et les techniciens afin que ceux -ci s'approprient les nouvelles technologies. L'appartenance du CNBL à FGE nous a apporté:

- une ouverture pour certains projets : la génomique, l'appui politique pour l'agrément des CIA ovins, l'appui au plan stratégique génétique ovin, mais c'est aussi la participation aux programmes transversaux comme Phénofinlait (34 000 brebis concernées dans 180 élevages) ou la recherche sur la variabilité génétique qui intègre les petits ruminants;
- un partenariat avec l'UNCEIA sur la fertilité des béliers.
- une ouverture sur les autres familles de FGE.

Nous fondons des espoirs dans la sélection génomique, mais les points délicats restent, entre autres, le coût des génotypages et la précision des index.... Seules la Lacaune (2640 bélier génotypés) et la Manech Tête Rousse disposent d'un effectif suffisant pour les populations de référence, ce qui impliquera peut être la construction de programmes multiraciaux pour amener d'autres races ovines à la sélection génomique.

Concernant l'avenir, je ne suis pas inquiet pour les structures ovines laitières car nous avons l'habitude de travailler en mutualisant les moyens et les métiers. L'évolution des organisations doit s'adapter aux territoires et aux besoins locaux. Etre fédérateur est intéressant pour être plus fort mais il faut préserver les particularités de chacun car chaque filière a son histoire et sa typicité. Il nous a fallu du temps au sein de FGE pour apprendre à nous connaitre y compris humainement. Nous sommes aujourd'hui dans une 2ème phase plus constructive, au delà des à-priori.

La complémentarité de nos organismes au sein du CNBL a débouché sur la mise en place du service global pour le technicien ovins lait, véritable technicien référent réalisant à la fois l'appui technique, le contrôle de performances et l'IA.

Un Métier Technicien ovin

L'exemple du CCDEO (membre du CNBL) à Ordiarp :

La nouvelle Loi d'Orientation Agricole a permis de regrouper les missions de l'UPRA des races ovines laitières, du syndicat de contrôle laitier et de la CIA, au sein d'une seule structure pour les Pyrénées Atlantiques, la Coopérative Centre Départemental de l'Elevage Ovin (CCDEO) d'Ordiarp. Son directeur Claude SOULAS nous explique le fonctionnement de ce service global en ovins lait.

Notre mission est de mettre en œuvre le schéma de sélection dans toutes ses dimensions sous le pilotage de l'Organisme de Sélection (OS) des races ovines laitières des Pyrénées Atlantiques qui regroupe tous les acteurs de la filière. Le CCDEO compte 60 salariés (50 ETP dont 32 techniciens) et plusieurs bergeries hébergeant plus de 1 000 béliers (Manech Tête Rousse, Manech TêteNoire, Basco Béarnais). Il compte 450 adhérents contrôle laitier et 800 adhérents IA et dispose d'un budget de 3 millions d'euros (dont 80 % sur fonds propres).

Grâce à la notion de service global, un technicien du Centre est à la fois le qualificateur pour l'OS, mais aussi l'identificateur pour les troupeaux en contrôle laitier (CL) par délégation de l'EdE. Il assure toutes les missions du contrôle de performances (recensement des mise bas, enregistrement des généalogies, opérations de CL) et il intervient dans toutes les étapes de l'insémination (synchronisation des chaleurs avec la pose des éponges et mise en place de la semence en frais). Ce schéma original est lié à la très forte saisonnalité de nos activités : mises bas groupées en octobre-novembre pour la vente d'agneaux vers l'Espagne de novembre à Noël (au moment où les cours sont les plus hauts), traite de janvier à août et la quasi totalité de nos 97 000 IA est réalisée en 2,5 mois. Ces différentes activités (identification, généalogie, contrôle de performances, insémination) sont réalisées en alternance par le même technicien et ce fonctionnement nous permet de garantir des emplois à l'année avec une annualisation du temps de travail. Afin de garantir une évolution de carrière pour nos techniciens, nous avons segmenté les compétences selon 3 niveaux de service.

Le niveau 1 : contrôle laitier, identification, généalogie et insémination

Le niveau 2 : + appui technique (alimentation, reproduction,).

Le niveau 3 : + appui technique spécialisé.

Les techniciens de niveau 3 réalisent 50 % de leur temps en CL, 20 % en IA et 30 % en appui technique alors que ceux de niveau 1 sont à 80 % en CL et 20 % en IA. Les techniciens réalisent l'appui technique sur la qualité du lait et les cellules et pour la conformité au cahier des charges du fromage OSSAU IRATY qui est le moteur de notre filière. Certains sont spécialisés en échographie ou en contrôle des machines à traire pour un complément d'activité sur la saison creuse d'automne.

Le service global apporté aux éleveurs est le schéma de fonctionnement de tous les bassins ovins laitiers. Les métiers de la génétique et de l'accompagnement technique sont pilotés par la même structure. Ils ne sont pas segmentés car ils sont effectués par un même technicien. Cela permet à la fois des économies d'échelle importantes, synonymes de maintien des emplois et à la fois une cohérence des interventions techniques dans les élevages avec un pilotage unique. Sans cela nous ne pourrions pas faire vivre notre schéma.

Un Projet Roquefort'in

Porté par la Confédération Générale de Roquefort et labellisé par le pôle de compétitivité AgriMip Innovation dans le cadre du Fonds Unique Interministériel, le programme de recherche Roquefort'in a démarré le 1er janvier 2010 pour une durée de 4 ans. En associant les principaux partenaires scientifiques et techniques de la filière ovine laitière du Rayon de Roquefort (Confédération Générale de Roquefort, Ovitest, Unotec, EDE du Tarn, UPRA Lacaune, Institut de l'élevage et INRA), le projet mise sur des innovations majeures autour du schéma de sélection des brebis Lacaune et des systèmes d'élevage dans l'objectif de contribuer à un regain de compétitivité et d'attractivité de la filière pour l'ensemble de ses acteurs : éleveurs, entreprises de sélection et industriels laitiers.

Depuis quelques années, le bassin de Roquefort connaît une situation inédite avec une diminution plus marquée du nombre de points de livraison. Si ce phénomène trouve son explication, entre autres, dans l'augmentation des coûts de production et de la charge de travail importante en production ovine laitière, l'accumulation de ces facteurs entraîne une réelle menace sur l'avenir de la filière Roquefort. Les industriels cherchent par ailleurs à sécuriser leur approvisionnement en lait cru de qualité et à disposer de livraisons de lait mieux réparties dans l'année. Dans ce contexte, le constat est unanime sur la nécessité de remobiliser les acteurs de la production en cherchant dans l'innovation et la technicité des solutions durables aux contraintes auxquelles ils sont confrontés. Le projet Roquefort'in est axé sur la détection de caractères génétiques d'intérêt prédisposant l'aptitude des brebis à maintenir une lactation longue et à la pratique éventuelle d'une seule traite journalière, et évalue la possibilité d'utiliser les dernières innovations en génomique ovine fondées sur l'utilisation de puces SNP haute densité 54k, pour concevoir et maîtriser durablement un schéma de sélection intégrant ces nouveaux caractères d'intérêt.

Les travaux engagés sur l'évolution des systèmes d'élevage s'appuient depuis deux ans sur des expérimentations menées aux domaines de la Fage (INRA) et de la Cazotte (LPA de Saint Affrique) ainsi qu'au laboratoire de Société des Caves en charge de l'expertise en matière de qualité et d'aptitude à la transformation fromagère du lait. En parallèle, les premiers calculs d'index génomiques à partir d'une population de référence de 2 800 béliers Lacaune lait des millésimes 1998 à 2009 ont été réalisés dans le courant de l'année 2011 et laissent entrevoir des perspectives encourageantes pour l'évolution du schéma de sélection. La réflexion est d'ores et déjà engagée au sein des entreprises de sélection pour envisager les suites du projet et adapter leurs structures à une possible utilisation en routine de la sélection génomique dès 2014.

par Catherine DE BOISSIEU (Institut de l'Èlevage de Toulouse)

UNCEIA
Union Nationale des Coopératives d'Insémination Animale

L'Union Nationale des Coopératives d'Elevage de d'Insémination Animale représente les Entreprises de Mise en Place (EMP) et les Entreprises de Sélection (ES) intervenant pour l'amélioration génétique des espèces bovines, caprines, ovines et porcines. L'UNCEIA participe en partenariat avec la recherche publique (INRA, Institut de l'Elevage) et d'autres organisations professionnelles (CNE, CNIEL, Interbev …) à d'importants programmes R et D. A l'initiative notamment d'Eurogenomics, elle est ainsi l'un des piliers du développement de la sélection génomique en races Prim'Holstein, Montbéliarde et Normande et de son extension à l'ensemble des races bovines (programme GEMBAL). Elle assure également un rôle de défense des intérêts de la branche auprès des pouvoirs publics.

UNCEIA en chiffres

UNCEIA le réseau de la génétique animale

63 structures adhérentes
6,5 millions d'inséminations (IA) bovines
800 000 IA ovines et **80 000** IA caprines
3 000 salariés dont
1 600 techniciens d'insémination
65 000 phénotypages réalisés
pour prédire la fertilité des taureaux

Un Homme Jean-Pierre MOUROCQ

Jean-Pierre MOUROCQ (58 ans), éleveur à Guiclan (29), Président de l'URCEO, de CREAVIA, de la Commission lait de FGE, vice Président de l'UNCEIA et administrateur FGE.

Nous avons tous bien pris conscience du message de l'Administration centrale en 2006 qui nous a demandé de trouver des consensus entre nous afin de ne parler que d'une seule voix par l'intermédiaire de FGE. Je trouve essentiel la volonté de travailler ensemble et de rechercher des solutions afin de dégager une majorité pour avancer. Désormais les arbitrages se réalisent à l'intérieur de FGE avant toute discussion avec nos différents partenaires.

Au sein de FGE tous les métiers de l'élevage sont représentés. Connaître et partager avec les autres structures m'a apporté une vision plus large des organisations d'élevage.

Notre branche reproduction et sélection animale représentée par l'UNCEIA apporte à FGE toutes ses compétences dans les métiers de la génétique et de la reproduction. Nos équipes ont fait la preuve de leur professionnalisme et de leurs compétences. L'investissement dans la sélection génomique conduit par l'UNCEIA est aujourd'hui une réalité économique depuis 2008. Dans ce domaine, l'UNCEIA a démontré, non pas avec des mots mais avec des actes, tout son savoir-faire.

Après avoir su gérer nos métiers de façon consensuelle chacun dans sa famille, nous ne pourrons plus désormais cloisonner les métiers qui vont devenir interdépendants. Nous devons travailler plus ensemble en associant nos métiers et nos actions. Il existe des travaux conduits au niveau national entre les fédérations mais aussi des initiatives régionales avec des rapprochements d'organismes, qui démontrent que ce processus est déjà en action. La finalité est de mettre l'éleveur au centre du dispositif génétique français.

Depuis 5 ans nous avons beaucoup travaillé pour restructurer notre dispositif génétique. Dans les 5 prochaines années, il est indispensable de raisonner à l'international et pas seulement en termes d'activité export. Nous devons développer les contacts et les partenariats de recherche pour développer nos savoir-faire comme l'UNCEIA l'a fait avec Eurogénomics.

La France est devenue trop petite et l'internationalisation doit s'appuyer sur 2 axes : un dispositif génétique de dimension internationale et un développement des partenariats internationaux pour les entreprises régionales. C'est ainsi que nous progresserons.

Un Métier Technicien d'insémination

Le technicien d'insémination est celui qui passe le plus souvent en exploitation. Il est ainsi le partenaire privilégié de l'éleveur. Bien ancré sur son territoire, il bénéficie de la confiance de l'éleveur en partageant le même objectif : la réussite de la reproduction au sein de son troupeau. Le technicien d'insémination dispose de compétences multiples pour accompagner l'éleveur : le conseil d'accouplement, la mise en place de la semence conventionnelle et/ou sexée, le constat de gestation, le génotypage des femelles de races laitières, mais aussi les outils de solutions reproduction (Heatime, Ruminact). C'est le cas de Denis HAMON (40 ans), technicien de GENOE qui gère un secteur d'insémination partagé entre des éleveurs laitiers et allaitants.

Denis HAMON : "Dans notre groupe du Cher (4 inséminateurs) nous réalisons chacun 1 900 inséminations par an auprès d'éleveurs laitiers (45 %) et allaitants (55 %), ainsi qu'environ 1000 IA caprines, mais aussi entre 2 500 et 3 000 constats de gestation par échographie principalement en bovins. Pour moi, la diversité de ces missions est une des forces de ce métier. On ne fait pas que de l'insémination, mais on accompagne l'éleveur à tous les stades de la reproduction de son troupeau. Nous disposons d'outils performants et modernes pour aider l'éleveur. Nous bénéficions des plans d'accouplement informatisés avec le logiciel SELECTIS en lait mais aussi en allaitant depuis cette campagne. Grâce à cet outil, nous gérons en accord avec l'éleveur, la diversité génétique en fonction des objectifs retenus pour chaque exploitation. De plus avec les possibilités offertes par le génotypage des femelles de races laitières, nous réalisons un travail plus approfondi en ciblant encore mieux les accouplements et ainsi proposer les taureaux CREAVIA des différentes gammes avec précision. Pour la campagne en cours près de 60 % des IA sont effectuées avec des jeunes taureaux évalués en génomique. En couplant le génotypage des femelles et l'utilisation de semence sexée sur ses meilleures femelles, l'éleveur obtient un maximum de femelles de renouvellement et il peut bénéficier d'un retour sur investissement rapide en privilégiant le croisement industriel sur ses moins bonnes femelles.

Nous avons aussi un outil très efficace avec le HEATIME pour l'aide à la détection des chaleurs. Lors des constats de gestation, lorsqu'il y a un important problème de reproduction, nous alertons l'éleveur sur la qualité de la détection et nous les orientons sur le HEATIME. Sur mon secteur, 4 éleveurs laitiers sont déjà équipés et bientôt un éleveur allaitant choisira lui aussi cette solution.

Sur nos secteurs nous subissons la concurrence

des céréales avec une baisse des IA laitières compensée par les gains en IA allaitante. Si j'insémine toute l'année chez les éleveurs laitiers, chez les allaitants les IA sont concentrées sur 2 mois seulement (janvier-février) afin de grouper les vêlages. Les rapports avec les éleveurs allaitants sont un peu plus riches car ils sont en général présents, ce qui nous permet de discuter. On demande si les vêlages se sont bien passés, on va voir les veaux. Ainsi nous pouvons davantage permettre à l'éleveur de mieux conduire son troupeau d'un point de vue technique et économique grâce à nos prestations comme l'échographie (en progression sur mon secteur : + 800 constats).

L'évolution du métier veut qu'un inséminateur ne se contente plus d'inséminer mais propose toute une palette de solutions. Nous sommes aux côtés de l'éleveur en permanence."

Un Projet Le génotypage femelle

Les entreprises de mise en place avec l'appui de Valogène et en collaboration avec des ECEL, proposent depuis 2011 un service de génotypage des femelles pour introduire cette information dans le calcul des index. A partir des évaluations « classiques » les femelles ne sont connues que sur leurs index de production voire de morphologie avec des précisions moyennes. Désormais tout éleveur Holstein, Montbéliard ou Normand peut connaitre la valeur génétique de ses femelles avec une précision élevée égale à celle des jeunes taureaux, pour tous les caractères (production, morphologie et fonctionnels). Cette information peut être acquise dès le plus jeune âge. Une prise de sang ou un prélèvement de cartilage suffisent pour obtenir après 60 jours l'ensemble de ces informations.

Ces nouvelles informations offrent des opportunités pour une gestion plus fine du renouvellement et des accouplements. Cette planification est d'autant plus importante que le poids économique de l'élevage des génisses, des défauts de fertilité ou de fonctionnalité des femelles coutent très chers : entre 1 000 et 1 200 euros pour l'élevage d'une génisse; 93 € en moyenne (par vache et par an) pour les mammites et les cellules; presque 50 € par vache et par an pour les problèmes de reproduction. Si l'éleveur utilise en plus de la semence sexée, il peut concentrer les accouplements intéressants sur ses meilleures femelles (le coût du renouvellement représente 8 % du coût total de production) et libérer des accouplements par exemple pour pratiquer du croisement industriel et ainsi augmenter son revenu viande. Si un éleveur s'engage dans une démarche de sélection sur la durée en génotypant chaque année ses génisses, il améliore la rentabilité de son troupeau avec un retour sur investissement positif. Un génotypage n'est pas une dépense mais un investissement pour l'avenir.

Malgré tout, le coût du génotypage et les prélèvements de sang sont aujourd'hui des freins au développement de cette technologie. C'est pourquoi les entreprises de Sélection au sein de Valogène, avec l'appui de l'UNCEIA ont encore innové. Ainsi, courant 2012 le prélèvement de biopsie d'oreille devrait se substituer à la prise de sang comme le mode de prélèvement par défaut. Par ailleurs, Valogène propose désormais le génotypage avec la puce basse densité (Bovine LD). Si les parents, et notamment le père sont eux-mêmes connus sur index génomique, l'INRA est en mesure de calculer des index avec une précision quasi identique pour un prix sur le terrain qui devrait être réduit très significativement. Mais ce n'est qu'un début !

L'exploitation du génome recèle encore bien d'autres avantages.

Ainsi, avec une adaptation des logiciels d'accouplements des entreprises et avec une transmission des informations appropriées, il sera possible dans les prochaines années d'optimiser les accouplements pour minimiser la consanguinité en intégrant les ressemblances au niveau des marqueurs. De même, la gestion des anomalies génétiques permettant de minimiser le risque de mortalité embryonnaire sera largement facilitée. Le génotypage des femelles est une technologie d'avenir pour tous les éleveurs ! Ceux qui l'utilisent dès maintenant engrangent des avantages pour le futur.

Par Laurent JOURNAUX, responsable du service génétique à l'UNCEIA

L'INSÉMINATION BOVINE EN FRANCE

Les zones représentées sont les zones d'activité historique des Entreprises de Mise en Place (qui servent à l'application du Service Universel de l'Insémination)

FIEA
France Informatique Elevage Agriculture

France Informatique Elevage et Agriculture regroupe 9 plateformes régionales : les ARSOE (Association Régionale de Services aux Organismes d'Elevage) qui sont gérées par l'ensemble des organismes utilisateurs des services informatiques. Ces ARSOE assurent des prestations pour les organismes d'élevage adhérents, enregistrent et assurent l'échange des données pour ces structures mais aussi avec les bases de données nationales pour l'indexation (CTIG), la traçabilité (BDNI et SIGAL).

FIEA en chiffres

10 ARSOE réparties sur des zones de grandes régions
300 collaborateurs

Un Homme Joseph LANGLAIS

Joseph LANGLAIS, 59 ans, éleveur à Lamballe (22) de 70 vaches Holstein, Président de FIEA, Président adjoint de Bretagne Conseil Elevage Ouest (OCEL Côtes d'Armor, Finistère et Morbihan) et de l'ARSOE de Bretagne.

Il existe 10 sites ARSOE qui hébergent chacun une base de données SIG (sauf Migennes, Nevers et Ceyzeriat qui sont sur la même base). Les ARSOE ne recevant aucune subvention ont des obligations de résultats économiques. Ce sont des entreprises avec des projets de fusion ou d'alliance déjà réalisés (Roulans et Charleville-Mézières), des projets d'alliance en cours (Douai, Nancy, Roulans et Soual d'une part, Caen et Rennes d'autre part). Les évolutions dépendent de la vision qu'ont du futur les hommes qui les dirigent. Chaque ARSOE a les clés en main pour s'autodéterminer face à cette évolution.
Mais les ARSOE, ce n'est pas le seul domaine informatique. Les ARSOE sont des lieux de concertation pour tous les représentants des organisations d'élevage. Gérer ensemble un outil et partager des projets, obligent les gens à se rencontrer, à se parler malgré des tensions parfois fortes, afin de prendre ensemble les décisions utiles au bon fonctionnement de l'ARSOE. L'ARSOE est un lieu de concertation et de démultiplication de l'information diffusée par FGE. Les ARSOE ont fortement participé à l'avènement de FGE qui a réellement pris sa place dans le Dispositif Génétique Français. Elles ont œuvré afin que le SIG soit au niveau attendu au moment de la création de FGE.
Bien connaître toute l'ingénierie des SNIGs permet aux ARSOE d'être des interlocuteurs auprès des entreprises pour la mise en place des SNIGs. Chaque ARSOE utilise le même logiciel pour gérer les données et leur remontée au CTIG. C'est la garantie que les données sont traitées de la même manière d'où qu'elles proviennent. Nous nous appuyons sur le SMQ mis en place par FGE pour valider l'ensemble de ces procédures écrites, normées et auditées. FGE coordonne les besoins attendus du SIG pour éviter la multiplicité des demandes difficile à gérer.
Les analyses prospectives prévoient une réduction du nombre d'organismes d'élevage. Face à cette évolution, il vaut mieux se mettre en situation d'être acteur de son futur et enclencher les réflexions et les actions de rapprochement ou d'alliance que l'on souhaite mener. Il est difficile de savoir ce que sera l'avenir des acteurs actuels ou futurs du DGF. Beaucoup de choses peuvent se passer autour des modèles économiques ou de la technologie. Ainsi pour le génotypage des femelles, l'évolution de l'informatique va permettre d'abaisser les coûts et c'est un projet qui peut être fédérateur pour nos organismes. La force de FGE se trouve dans sa diversité et sa cohérence avec la participation de chaque structure à l'effort collectif.

Un Métier Directeur technique ARSOE

L'AEI* (Association Elevage Informatique) est l'ARSOE de Douai (Association Régionale de Service aux Organismes d'Elevage) qui étend sa zone d'activité aux 5 départements Nord, Pas de Calais, Somme, Aisne et Oise. Sa base de données gère entre autres 12500 éleveurs détenant 1,2 millions bovins et ses serveurs ont enregistré l'an dernier 70 millions d'informations collectés par les outils terrain. Dominique LORGE, responsable technique, nous explique ce qu'est une ARSOE.

L'AEI a été précurseur dans l'informatisation des opérateurs de terrain, avec fin 1983 pour les inséminateurs la première installation en France d'un ordinateur dans chacun des groupes de Gènes Diffusion, l'un de nos adhérents, puis dès 1999 des PDA (appareil numérique portable). L'ARSOE assure non seulement des prestations informatiques. (conception de logiciels, conseil, assistance) mais héberge aussi des données et logiciels pour ses adhérents avec notamment LOCITA (Logiciel Collectif d'Identification et de Traçabilité des Animaux) et SYNel, pour lesquels nous travaillons en collaboration avec 3 autres ARSOE (Caen, Roulans et Soual) sur 49 départements représentant 11 millions de bovins. Les informations envoyées par les outils nomades des techniciens sont enregistrées en temps réel dans la base de données et disponibles immédiatement pour les éleveurs. Ceux-ci peuvent gérer et consulter au travers de SYNel (4 000 éleveurs utilisateurs sur la région, près de 40000 sur les 4 ARSOE) les mouvements d'animaux, les résultats de contrôle de performances, le suivi sanitaire, les résultats laiteries et autres bilans ou toutes les données concernant leur exploitation.

Le système est dimensionné pour fonctionner en toute sécurité 24 h/24 et 7 jours/ 7 et assumer les pointes de connexions (2500/ jour). Des données sont échangées en permanence (145 000 lignes/jour) avec les bases nationales, CTIG, BDNI et SIGAL. L'infrastructure est prévue pour assurer la disponibilité des informations en temps réel, la sécurisation et les divers contrôles des droits d'accès aux données mais aussi une sécurité physique de la salle machine, véritable bunker informatique. Des sauvegardes sont réalisées par externalisation des transactions toutes les 5 minutes et recopie quotidienne sur cartouches des 2 baies de disques d'une capacité maxi de 28 TeraOctets (1 TO = mille milliards d'octets). Nous avons également une procédure de Plan de Reprise d'Activité (PRA à froid) permettant en cas d'accident majeur de remonter dans une « salle blanche », mise à disposition par un prestataire, la totalité des systèmes en moins de 2 jours (cet exercice est simulé au moins une fois par an). Nous

travaillons actuellement à un projet de PCA (Plan de Continuité d'Activité, ou reprise à chaud), qui, en doublant l'infrastructure existante, permettra une reprise de l'exploitation quasi immédiate après sinistre. Pour assurer la sécurité des 600 000 connexions par an et la gestion de la base de données, il s'agit d'être compétent, réactif avec un système sécurisé. Pour perfectionner notre organisation, nous avons intégré la démarche SMQ de FGE avec la réalisation des premiers audits de la filière en septembre 2011 (voir article page ???).

C'est une garantie supplémentaire pour la sécurisation du système et la fiabilité des données qui y sont hébergées.

* Organismes adhérents à l'AEI : Chambres d'Agriculture, Service Identification, Contrôle de Performances, CIA, GDS, OS, Laboratoires d'analyse de lait, Organisations de Producteurs…

Un Projet Le "web service commande de boucles d'identification"

Les systèmes d'information des EDE gérant l'IPG au niveau départemental ou régional échangent quotidiennement des données administratives avec les fabricants (Allflex, Reyflex, ARaymond) de repères… (boucles d'identification des bovins ou petits ruminants). Le premier système qui avait été mis en place pour automatiser ces échanges était basé sur un échange de fichier qu'il était nécessaire d'améliorer à la demande de certains fabricants de repères. Le nouveau système est basé sur des « web-services », c'est à dire un processus informatique en ligne en permanence et activable par une connexion de type « machine à machine », via Internet, en utilisant le protocole universel du web : http. Il permet une mise à jour directe du système d'information du fabricant ou de l'IPG. Ainsi, dès la fin de la connexion au « web-service », celui qui l'a actionné a la certitude que ses données ont été correctement enregistrées. Les processus disponibles concernent la commande de repères aux fabricants, l'annonce à l'EDE de la mise en production et l'envoi du bulletin de livraison.

Ce projet a été conduit conjointement par l'institut de l'Elevage (Gilles Blériot) et FIEA, qui fédère les ARSOE, chargées de la gestion des systèmes d'informations IPG. Pour FIEA, Bruno Meyer, chef de projet à CMRE, l'un des ARSOE du réseau, a été choisi pour diriger et réaliser avec son équipe les développements nécessaires. Il a collaboré avec l'équipe d'un autre ARSOE (ARSOE de NANCY).

Le plan qualité qui a été utilisé pour ces développements tient compte des particularités des différentes plates-formes. Après qualification, le logiciel a été déployé sur 6 sites ARSOE. Désormais, les différents fabricants ont l'assurance que, quelque soit le département qui leur passe commande, le web-service est identique. Les EdE sont pleinement satisfaits du nouveau service. Ce projet est un très bon exemple de services unifiés sur tout le territoire que les ARSOE peuvent proposer aux différentes familles de l'élevage. La technologie du « web service », de plus en plus utilisée dans l'industrie informatique permet de faire le lien entre

l'accessibilité universelle d'Internet et le système d'information des entreprises. Bien entendu, cette technique intègre des mécanismes d'authentification et de contrôle d'accès, voire de cryptage, pour gérer les droits et la sécurité.

Les responsables du Réseau FIEA-ARSOE ont récemment décidé de lancer une démarche collective pour proposer d'autres « web-services » aux partenaires de FGE. Elle réutilisera le savoir faire acquis dans le projet.

Par Bruno MEYER (en photo) et François MONTAGNON (CMRE Ceyzeriat)

Institut de l'Élevage

L'Institut de l'Elevage (IDELE) conduit des travaux d'expérimentation, d'ingénierie et de conseil pour améliorer la compétitivité des exploitations bovines, caprines et ovines, adapter la production et les systèmes d'élevage, répondre aux demandes des filières sur la transformation des produits et les démarches qualité.
Le département GIPSIE coordonne les outils du DGF pour l'amélioration génétique en apportant son expertise à différents niveaux : optimisation des programmes de sélection, diffusion des évaluations génétiques, amélioration des Systèmes Nationaux d'Information Génétique (SNIG), mise en place du Système de Management de la Qualité (SMQ)…

IDELE en chiffres

247 salariés dont 200 ingénieurs et techniciens
11 sites régionaux
4 départements techniques :
- **le Département Génétique, Identification, Phénotypes et Systèmes d'Information en Elevage (GIPSIE),**
- **le Département Actions régionales (DAR),**
- **le Département Économie (GEB)**
- **le Département Techniques d'élevage et qualité des produits (DTEQ)**

Un Homme Martial MARGUET

Martial MARGUET, Président de l'Institut de l'Elevage, 50 ans, éleveur Montbéliard à Lièvremont dans le Haut-Doubs, 42 vaches pour un quota de 295 000 litres. Président de la section laitière du Doubs (FDSEA), vice-Président de la FNPL, Président de l'Institut de l'Elevage.

Avec le sexage de la semence et la sélection génomique, nous vivons une véritable révolution. Cette connaissance du génome va permettre de conserver une diversité génétique et apporter du sang nouveau en sélection. Cela est dû à un formidable travail collectif dans la création génétique. Il est du devoir des responsables, de préserver les systèmes par rapport aux intérêts des initiatives privées. Le collectif associe des hommes, des structures, de la matière grise et des financements avec un partage collectif des retombées. Quand je vois des jeunes qui s'installent aujourd'hui, je pense qu'ils vont disposer d'outils énormes avec une formidable rapidité des connaissances génétiques. L'avancée des connaissances génomiques va permettre de garantir aux consommateurs des produits santé avec de nouvelles orientations dans le choix des reproducteurs utilisés. Ce sera un juste retour des choses pour les hommes qui ont réalisé un effort solidaire dans le Téléthon dont les retombées en recherche nous ont été utiles. L'Institut de l'Elevage a apporté au sein de FGE ses compétences et son expertise dans les domaines de l'identification, de la collecte des données, de l'évaluation génétique, des objectifs de sélection et de la gestion des ressources génétiques. Entre FGE et l'Institut de l'Elevage, c'est une synergie commune notamment pour la mutualisation des efforts de recherche. Nous avons une capacité commune à faire avancer les dossiers de manière collective. Cette force collective est tellement puissante qu'elle est capable de résister à d'éventuelles initiatives privées. Au sein de FGE, on ne met pas de noms mais des rôles en face des projets. A l'horizon 2025, la réduction du nombre d'éleveurs va rendre celle des organismes d'élevage inéluctable. Je pense que nous allons vivre cette restructuration avec l'intelligence de conserver la compétence de chacun au sein d'un collectif. La sagesse des responsables fera que l'on aura une capacité à se rapprocher pour les schémas génétiques mais aussi pour les autres métiers de la génétique.

Le collectif est le meilleur moyen de sécuriser l'investissement que ce soit un investissement intellectuel, politique ou financier. Le collectif va être au service d'un défi alimentaire accompagné de nouvelles attentes tenant compte du bien-être animal et de la qualité des produits par rapport à la santé. En cela, la génomique va nous aider à produire de façon naturelle, des animaux correspondants à ces objectifs grâce à une meilleure connaissance des potentiels génétiques. La connaissance fine du lait avec l'incidence de certaines caséines sur la qualité des fromages, va aussi beaucoup nous apporter pour faire exprimer le potentiel génétique des animaux.

J'ai l'opportunité de beaucoup voyager dans le monde et je me rends compte que la France dispose d'une avance certaine en matière génétique pour la sélection génomique mais aussi pour la diversité raciale et la manière de gérer les troupeaux. Il est important que l'on partage cette richesse avec d'autres pays, c'est ce que nous nous employons à faire à l'Institut de l'Elevage avec le BCTI.

Un Métier Admnistrateur de processus

Avec la nouvelle Loi d'Orientation Agricole de 2006, la supervision des opérations de contrôle de performances lait, effectuée auparavant par les agents nationaux du CL (sous la responsabilité de l'Institut de l'Elevage), a été transférée à l'interprofession FGE. Cette surveillance des activités est aujourd'hui effectuée par les ECEL dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche SMQ de FGE, qui couvre 7 métiers. Pour chacun de ces métiers 2 administrateurs de processus (de l'Institut de l'Elevage et de la famille concernée) sont chargés de mettre en place et de faire évoluer le SMQ. Xavier BOURRIGAN, est l'administrateur Institut de l'Élevage pour le Contrôle de performances lait en collaboration avec Gabriel AUGIER pour FCEL.

Jacques DELACROIX, de l'Institut de l'Elevage (voir article page 16), coordonne l'ensemble des activités des administrateurs de processus dans le cadre de leur mission.

En tant qu'administrateur de processus, j'ai 3 missions. En premier, je suis chargé de faire évoluer le référentiel métier qui regroupe toutes les exigences officielles, afin de l'adapter aux évolutions du processus concerné. Il faut que ce référentiel soit Utile, Utilisable et Utilisé (règle des 3 U). Des documents majeurs comme par exemple l'évaluation de la surveillance des agents de pesée ou la surveillance des élevages en protocole B, ont été retravaillés et allégés de manière très rapide. Pour cela, je m'appuie sur les 54 Correspondants Qualité des ECEL (dont 8 Relais Qualité) et sur le Responsable Qualité de la FCEL, Gabriel AUGIER. A travers la mise en œuvre de la démarche SMQ, nous sommes dans une dynamique d'efficacité, d'efficience, de simplification des procédures tout en restant cohérent sur la qualité des données.

Deuxièmement, je dois suivre attentivement le fonctionnement du processus en étant à l'écoute des clients. Les ECEL disposent d'un espace sur le site web FGE pour déposer les réclamations et les dysfonctionnements dont ils n'ont pas la maîtrise. En 2011, 47 dysfonctionnements ont été traités par des experts FGE dont un quart concernait les robots de traite. Sur cette thématique, Clément ALLAIN (Institut de l'Elevage) et David SAUNIER (FCEL), sont les expert robots désignés, ils assurent une veille et un contact permanent avec les fabricants.

Troisièmement, nous organisons la revue de processus contrôle de performances lait. Cette réunion annuelle permet de faire le point sur le fonctionnement du processus. La réunion regroupe outre les 2 Administrateurs de processus, le Directeur de FCEL : Serge BAZIN, le Président de la Commission SMQ génétique de FGE : Michel DUBRULLE, l'Animateur du Comité Technique SMQ : Pierre-Louis GASTINEL, le Responsable SMQ : Jacques DELACROIX, la Secrétaire de la Commission de filière bovins lait : Sophie MATTALIA, 5 Directeurs d'ECEL et 4 Correspondants Qualité. La revue permet de vérifier si le processus est mis en place, surveillé et efficace.

Dans le cas du Contrôle de performances lait, il existe 16 indicateurs de mesure et de surveillance avec un niveau de cible à atteindre (exemple le pourcentage de lactations qualifiées). Au cours de cette réunion, nous définissons un plan d'actions qui prend en compte les mesures correctives pour certains indicateurs et les actions d'amélioration à mettre en œuvre, comme par exemple le travail sur la remontée des informations sur les mammites cliniques. On étudie également l'évolution du contexte (exemples : l'impact de la sélection génomique sur le SMQ, les capteurs en élevage…).

La revue de processus est un moment très important pour réfléchir sur nos actions et prévoir les orientations futures. Ce plan d'actions est évolutif car le SMQ est un outil d'amélioration continue au service des familles engagées dans la démarche."

Un Projet Le projet de rénovation des SNIGs

Pascal POITEVIN, chef du service systèmes d'information, identification et traçabilité animale et secrétaire de la commission stratégie des systèmes d'information pour FGE.

Le SNIG est le système d'information qui assure la collecte, le contrôle, le transport et le traitement de toute l'information utile au travail d'évaluation génétique des ruminants et la diffusion de leurs index. Ce n'est pas seulement une base de données mais toute une organisation qui concerne 250 à 300 acteurs qui jouent d'une même partition selon des référentiels dont certains sont définis dans le cadre du SMQ. Les systèmes d'information se sont mis en place filière par filière et chacune d'entre elle dispose de sa propre organisation sous la responsabilité de FGE en coordination avec le Ministère. Ces différents SNIGs (bovins lait et viande, ovins lait, ovin viande et caprin) se sont constitués progressivement dans le sillage de la loi sur l'Elevage de 1966. Les systèmes (SNIGs) n'étant pas homogènes, il est nécessaire de transposer chaque projet. La rénovation de ces SNIGs est en cours avec l'objectif notamment d'accueillir de nouvelles données selon des règles différentes. Toutes les données ne seront plus forcément accessibles à tous les acteurs. Si les données sur la parenté, la morphologie et la reproduction resteront dans le pot commun, d'autres données seront gérées selon des règles privatives. FGE garantira que l'introduction de nouvelles données fasse l'objet d'un traitement exclusif réservé aux membres concernés. A titre d'exemple, les nouvelles données intégrant le SNIG concernent les spectres MIR du lait (analyse des composants du lait par infrarouge) avec un accès réservé aux ECEL, ou les informations sur le parage gérées par les GDS et les ECEL. Les SNIGs doivent être capables de gérer des habilitations très fines. Pour cela le système doit se doter d'une organisation, de règles, d'outils et de technologies permettant de gérer l'accès aux données au cas par cas. La rénovation des SNIGs définit actuellement un plan d'actions pour 2013 avec un objectif de réalisation en 2015. Ce projet est révélateur du changement sur l'utilisation de la masse de données accumulées et sur leur diffusion. En effet le volume d'informations est en

train de croître sous l'effet conjoint de l'électronisation de l'agriculture, de la sélection génomique avec de nouveaux caractères, de l'introduction de fichiers images par exemple. Et il faut mettre en place un contrôle du mode de gestion de toutes ces données afin d'avoir des utilisations futures claires. Du point de vue de FGE, on se doit de réussir la mise en place d'un dispositif qui respecte la différentiation des membres mais qui garantit le développement du système existant. Ce chantier est très motivant car il faut trouver la façon de faire cohabiter un système collectif et un système particulier avec une recherche de solutions collectives.

INRA
Institut National de la Recherche Agronomique

L'INRA a la responsabilité du calcul de l'indexation des reproducteurs et il garantit la fiabilité de l'évaluation génétique. Il héberge les bases de données nationales du Système National d'Information Génétique (SNIG). Il conduit avec son département de génétique animale, les programmes de recherche sur le déterminisme génétique des caractères utilisés en sélection. Il participe aux programmes de séquençage des génomes, aux travaux sur le phénotypage et sur l'épigénétique.

INRA en chiffres

9 000 salariés répartis sur 14 départements

Pour le département de génétique animale :

- **500 personnes dont 180 chercheurs et ingénieurs**
- **7 unités de recherche**
- **12 unités expérimentales**
- **1 centre de calcul (le CTIG)**

Un Homme Denis MILAN

Denis MILAN 49 ans chef du département de génétique animale à l'INRA depuis 2010.

Diplômé de l'Agro de Paris (zootechnie), thèse à l'Institut Pasteur (utilisation des rétro-virus dans le transfert de gènes), travail sur la recherche et le clonage de gènes chez le porc (gène RN de la qualité de la viande ...), responsable de la Commission Nationale des Outils Collectifs de l'INRA (gestion des plateformes) jusqu'en 2010.

Pour le DGF (Dispositif Génétique Français), il est particulièrement crucial pour des initiatives efficaces, de mutualiser les moyens et de disposer d'une parole unifiée.
Cette cohésion permet d'éviter une dispersion des moyens pour une plus grande efficacité des actions menées. FGE permet une concertation en amont des acteurs des filières génétiques ruminants et elle constitue de ce fait un interlocuteur global représentatif avec une position bien définie dans nos discussions. Une présence unifiée permet de porter des projets de recherche en partenariat avec des financements professionnels complémentaires des financements publics. FGE est ainsi aujourd'hui connue et reconnue par la communauté scientifique.

Au-delà de missions régaliennes sur l'indexation, il existe un enjeu important pour enrichir le système d'information de données sur de nouveaux caractères en sélection. La force régalienne n'est plus suffisante et il est souhaitable qu'une instance professionnelle affirme et réaffirme que l'on est plus fort tous ensemble que chacun de son côté. L'INRA a vocation et envie de poursuivre et de renouveler le partenariat entre les filières ruminants et la recherche.
La génomique va bouleverser les métiers et les manières de les faire, mais aussi les organisations. Il y a un risque à court terme d'initiatives individuelles qui à notre sens ne sont pas la manière la plus efficace de répondre aux défis à venir.

A l'horizon 2025, je pense que si l'on veut que la génétique française continue d'être bien positionnée sur la scène nationale et internationale, il est souhaitable que les différents acteurs se concertent, se coordonnent et tirent ensemble dans la même direction.

Grâce aux partenariats entre les organisations professionnelles et la recherche publique, la génétique française aura une place de premier plan dans le contexte international pour répondre aux besoins de l'élevage français et proposer des produits performants sur le marché mondial.

Un Métier Responsable indexation

Le Ministère de l'Agriculture a confié à l'INRA la responsabilité des évaluations génétiques pour les espèces bovine, ovine, caprine et porcine. Pour les bovins, ces évaluations réalisées au sein de l'Unité Mixte de Technologie « gestion génétique et génomique des populations bovines » à Jouy-en-Josas (UMT qui réunit l'INRA, l'Institut de l'Éleage et l'UNCEIA) sont réalisées selon des protocoles précis utilisant les données phénotypiques enregistrées par les SNIG mais aussi des informations génomiques.

Ces protocoles sont spécifiques à la France. Ils reposent le plus souvent sur la méthodologie statistique du BLUP (Best Linear Unbiased Prediction) appliquée à un modèle animal. Les valeurs génétiques obtenues après résolution de gros systèmes d'équations permettent d'identifier les meilleurs animaux, en prenant en compte l'ensemble des performances (corrigées pour les effets de milieu) et l'ensemble des généalogies connues pour une population donnée. Les modèles d'évaluation génétique français sont uniques, certifiés ISO9000 et respectés par la communauté internationale. Vincent DUCROCQ, (Directeur de Recherche de l'INRA) nous explique comment cela se passe pour les bovins laitiers :

"Les données sont extraites race par race dans le SNIG (Système National d'Informations Génétiques) à des dates fixes avec 3 publications officielles d'index chaque année. Plusieurs étapes préliminaires sont importantes pour qualifier les données avant même le calcul des index. Tout d'abord, on élimine les données non utilisables, par exemple des vaches pointées dans un élevage de moins de 3 vaches, les vaches dont le père est inconnu, les performances de 4ème lactation…. On retrace la généalogie le plus loin possible dans le temps puis on ne conserve que les animaux réellement informatifs. Puis les effets sont recodifiés (l'âge au vêlage, le n° de lactation, le pointeur, l'élevage ...) avant d'intégrer toutes ces informations dans les logiciels, caractère par caractère et race par race. Pour les races bovines laitières, on calcule des index pour 5 caractères en production, 25 à 30 en morphologie, 5 en fertilité, 2 en santé de la mamelle, 1 en longévité, 2 en facilité de naissance/vêlage (effet direct du taureau et effet maternel), 2 en mortinatalité. Deux nouveaux caractères très importants ont été évalués pour la première fois en juin 2011 : les mammites cliniques et l'intervalle entre la mise bas et la 1ère insémination. La dernière étape de l'évaluation est le calcul de l'ISU avec les données de chaque indexation, corrigées pour tous les effets de milieu. Cette dernière évaluation permet par ailleurs à tous les animaux (mâles et femelles) d'avoir une valeur génétique sur tous les caractères. Ainsi une femelle qui ne disposerait pas par exemple de données « mammites » aura quand même une indexation mammites à partir de ses performances sur d'autres caractères (cellules, longévité, morphologie de la mamelle) et des performances mammites ou autres de tous ses apparentés. C'est une originalité française par rapport à tous les autres modèles d'évaluation.

A partir de là, on dispose de toutes les informations pour réaliser l'évaluation génomique pour les 3 grandes races laitières. Celle-ci ne remplace pas l'évaluation polygénique classique, mais elle utilise ses résultats. L'arrivée de la génomique et la prise en compte de nouveaux caractères en évaluation « classique » impliquent la gestion d'un nombre de données de plus en plus conséquent. Pour la race Prim'Holstein, ce sont plus de 20 millions de lactations, de 45 millions d'IA, de 12 à 13 millions d'animaux qui sont traités ensemble. Aujourd'hui plus de 50% des IA sont réalisés avec de jeunes taureaux (génotypés) et on considère que l'on utilisera dans les années à venir 5 à 10 fois plus de taureaux génotypés différents que de taureaux retenus actuellement après testage sur descendance. Avec la montée en puissance du génotypage des femelles pour le compte des éleveurs, mais aussi la prise en compte d'autres nouveaux phénotypes comme la composition fine du lait, les anomalies génétiques ou de nouveaux caractères de santé, les évaluations génomiques vont concerner de plus en plus de caractères .

Sachant que l'évaluation concerne au total 8 races bovines pour 35 à 40 caractères, les travaux d'indexation exigent des investissements de plus en plus conséquents en moyens humains et informatiques. La partie « calcul » des évaluations génétiques « de routine » mobilise 3 ETP et la partie calcul génomique 1,5 ETP d'ingénieurs mais aussi des ordinateurs (dont l'un comporte plus de 200 processeurs) qui monopolisent les capacités de calcul du CTIG pendant près d'un mois lors des 3 évaluations officielles.

Les modèles d'évaluations génétiques développés par l'INRA ainsi que les logiciels « maison » utilisés sont pour certains uniques au monde. C'est le cas notamment pour l'évaluation de la longévité (issue des méthodes d'analyse de survie du monde médical) aujourd'hui adoptée par 8 autres pays européens ou pour l'évaluation de la facilité de naissance et de la mortinatalité, avec une méthode originale utilisée également en Espagne et en Italie. C'est aussi bien sûr le cas pour le calcul de l'ISU. Les modèles utilisés sont particulièrement élaborés et ont été développés pour des volumes d'animaux et de données parmi les plus importants au monde.

Un Projet Le projet GeMBAL

Le projet GeMBAL (Génomique Multi-raciale des Bovins Allaitants et Laitiers) développe une évaluation génomique multi-raciale pour toutes les races allaitantes et laitières, y compris celles à faibles effectifs. Avec la constitution d'une population de référence multi-raciale, la valeur génétique d'un individu dans une race donnée pourra alors être prédite avec un maximum de précision. Un échantillon de quelques centaines d'individus (la population fondatrice raciale) est génotypé avec une puce haute densité dans chaque race. Le reste de la population sera génotypée à plus faible coût sur une puce de moindre densité, l'imputation permettant statistiquement de corréler tous les individus.

Le coût total du projet est estimé à 2 millions d'euros HT, financé par l'Agence Nationale de la Recherche, APIS-GENE, l'INRA et Races de France. Vingt races sont concernées, 9 races allaitantes : Charolaise, Limousine, Blonde d'aquitaine, Parthenaise, Rouge des Prés, Aubrac, Salers, Gasconne, Bazadaise et 11 races laitières : Abondance, Brune, Bretonne Pie Noire, Pie Rouge des Plaines, Rouge Flamande, Simmental, Tarentaise, Vosgienne et les 3 grandes races Prim'Hostein, Montbéliarde et Normande. L'INRA assure la coordination scientifique avec Florence PHOCAS, coordinatrice scientifique et Présidente du comité de pilotage et l'équivalent de 5 temps complet de chercheurs. L'Institut de l'Elevage et l'UNCEIA consacrent chacun l'équivalent d'1 an du temps de travail d'un ingénieur. Par ailleurs, l'UNCEIA finance une thèse CIFRE sur le projet et Races de France une année de chercheur post-doctorat. Le comité de pilotage réunit des représentants de Races de France, de l'UNCEIA, d'APIS-GENE, de l'Institut de l'Elevage et de l'INRA.

Le projet dispose d'environ 2900 génotypages HD en bovins allaitants et de 2400 génotypages HD en bovins laitiers (comprenant 500 génotypages apportés par le consortium Eurogenomics en race Prim'Holstein). Avec l'apport de génotypages à moindre densité issus d'autres projets (SAMG et G2R en races laitières, Qualvigène et DEGERAM en races allaitantes), la population doit compter au moins 5000 individus en bovins allaitants et 30 000 individus en bovins laitiers d'ici fin 2012. Les premiers résultats valorisables sont attendus fin 2012 ou début 2013. Le projet GeMBAL doit être le socle commun de tous les programmes de sélection génomique.

GDS France
Groupements de Défense Sanitaire

GDS France fédère l'ensemble des Groupements de Défense Sanitaire départementaux et régionaux.
Le rôle des GDS est de promouvoir les actions sanitaires auprès des éleveurs adhérents, dans les domaines de la qualité et de la sécurité sanitaire et alimentaire des animaux et de leurs produits.

Convaincues que la santé animale doit prendre une place croissante dans les objectifs de la sélection des races, FGE et GDS France ont passé une convention de partenariat préparant l'adhésion prochaine du réseau des GDS à l'inter-profession génétique.

GDS en chiffres

90 GDS départementaux (2 à 35 salariés) et 22 FRGDS régionaux (1 à 5 salariés).
La majorité des structures sont des associations de loi 1901.
Le GDS rassemble 98 % des éleveurs bovins, 70 % des éleveurs de petits ruminants et 40 % des éleveurs porcins qui adhèrent volontairement à ces organismes sanitaires.

Un Homme Michel COMBES

Michel COMBES, 53 ans, éleveur Prim'Holstein à Prunet près d'Aurillac (15), Président de GDS France, de la FRGDS Auvergne et GDS 15.

Les GDS ont été créés il y a 50 ans à l'époque où de nombreuses maladies sévissaient au désespoir des pouvoirs publics. Les éleveurs se sont alors groupés en association aux côtés des vétérinaires avec la mise en place d'une caisse de secours pour une aide mutualisée des éleveurs sinistrés.

Le rôle des GDS est aujourd'hui différent, même si les caisses de secours alimentées par des cotisations volontaires existent toujours (avec le Fonds de Mutualisation Sanitaire de 24 millions d'euros). Nous avons un rôle de prévention et de surveillance avec la mise en place de plans de formation à destination des éleveurs, des salariés de la profession et des organisations professionnelles. Jadis nous devions faire face à l'émergence d'une nouvelle maladie selon un cycle de 10 ans et nous nous rendons désormais compte qu'une maladie émerge tous les 2 ans, voire tous les ans. C'est à la fois nouveau et inquiétant. Nous devons redoubler de vigilance, tout le monde attendait l'arrivée de la FCO par le sud et elle est apparue par le nord tout comme le nouveau virus Schmallenberg. Il faut rester prudent mais aussi rassurant vis à vis des consommateurs car ces maladies n'ont aucune influence sur la qualité de nos produits.

Nous sommes dans une démarche de régionalisation afin d'être en phase avec les Etats Généraux du Sanitaire et nos interlocuteurs, les DRAFF et les Préfets de région. GDS France fait partie de la Fédération Européenne de la Santé Animale et du Suivi Sanitaire (FESASS) qui regroupe à ce jour les organismes sanitaires de 8 pays. Notre mission au sein de la FESASS est d'harmoniser le sanitaire et d'aider le plus grand nombre des pays de l'Union Européenne à se structurer (en s'inspirant du modèle français).
Avec notre entrée dans FGE (France Génétique Elevage) en 2011, nous sommes en train de construire un véritable pont de données sanitaires depuis l'élevage jusqu'à FGE. Je pense que c'est une très bonne chose d'avoir créé très tôt cette interprofession.

Nos administrateurs sont aujourd'hui convaincus que l'on doit construire dans la cohésion et le partenariat. La recherche mobilise de gros moyens et nécessite la fourniture d'un maximum de données. Nous avons tous le même objectif de faire avancer le progrès génétique et la santé animale pour les races laitières mais aussi pour les races allaitantes bovines et toutes les autres espèces. Nous croyons énormément dans la génomique qui va apporter un plus énorme en matière sanitaire et nous pouvons être un apporteur de données intéressantes dans ce domaine.

Un Métier Technicien GDS

Le GDS Aveyron présente la particularité de fédérer 49 GDS locaux avec une présence sur le terrain à travers des assemblées générales, des réunions d'informations ou des formations de groupe d'éleveurs… Ses missions principales sont le suivi des maladies réglementées et les actions ou protocoles de prévention sanitaire mais aussi le suivi de l'IPG sur les élevages hors contrôle de performances par délégation et en partenariat de l'EDE.

Yves BONY, directeur du GDS : " Pour le département (480 000 bovins, 750 000 brebis, 50 000 caprins soit 7 500 élevages et 280 détenteurs porcins) nous disposons de 10 équivalents temps plein avec des agents techniques et des techniciens sanitaires. Les agents techniques effectuent un passage annuel avec la remise d'un bilan sanitaire et diverses informations sanitaires dans les élevages bovins. En fonction des situations et problèmes sanitaires relevés, une visite spécifique est programmée avec un de nos techniciens sanitaire ou bâtiment ou avec le vétérinaire conseil. Pour les petits ruminants, les éleveurs reçoivent une lettre d'information sanitaire et les visites ne sont déclenchées que sur appel de l'éleveur en cas de problème ou de son vétérinaire. Pour le secteur porcin, nous travaillons avec l'ASAMIP (Association Sanitaire Midi Pyrénées Porcine) et avec les pôles spécialisés pour les secteurs apicoles, aquacoles et équins. Nous travaillons en lien avec le GTV pour les formations "éleveur infirmier de son élevage". Nous avons également un catalogue pour proposer des formations sur divers thèmes sanitaires. Au GDS de l'Aveyron, nous attachons une grande importance à la démarche de prévention avec une approche sanitaire globale de l'environnement de l'animal. Cela passe par des diagnostics bâtiment ou des études de projet. Nous disposons bien sûr de qualifications pour l'IBR, la BVD, la paratuberculose, soit dans le cadre de l'A.CER.S.A. (Association Certification Santé Animale) soit dans le cadre du Code des Echanges GDS Fance. Nous assurons aussi la gestion sanitaire Border Disease et Visna Maedi avec un plan "diagnostic différentiel avortement". Dans certaines situations, il est important d'engager une réflexion avec l'éleveur et ses partenaires : le vétérinaire et les techniciens qui suivent l'élevage. Nous avons mis en place, également, la collecte des déchets de produits et matériels vétérinaires qui concerne aujourd'hui 5 000 éleveurs; la traçabilité du container mis à disposition de l'éleveur est assurée jusqu' à l'usine d'incinération."

Richard CHINCHOLLE (à droite sur la photo) est conseiller ambiance bâtiment et bien-être animal au GDS Aveyron. "Ma mission est d'intervenir pour conseiller les éleveurs pour des bâtiments existants ou des projets et de mettre en place des actions de formation. J'ai une approche zootechnique en partant des

caractéristiques physiologiques des animaux pour aller vers le bâtiment.
Ainsi Philippe ARTUS, éleveur bio de vaches parthenaises à Druelle près de Rodez, avait un problème de virus syncitial (problèmes pulmonaires) chez ses veaux qu'il n'arrivait pas à maîtriser malgré les vaccinations. Lorsqu'il y a un problème de santé, l'approche doit être globale, il peut-être lié à un déséquilibre dans l'alimentation ou l'environnement
Diagnostiquer les causes d'un problème sanitaire est parfois difficile et réclame l'œil de l'éleveur et celui du technicien comme chez Philippe Artus où le problème de ventilation a nécessité plusieurs passages à différents moments pour être diagnostiqué. L'installation d' extracteurs dans ce cas précis, pour un coût raisonnable, associée à une modification des entrées d'air, ont permis de maîtriser ce problème. Mais je dis toujours aux éleveurs qu'il n'existe pas de solution miracle car chaque cas est particulier. Mais ce qui reste incontournable, c'est que le logement des animaux est primordial pour leur bien-être mais aussi pour celui de l'éleveur."

Un Projet : PARABOV

Le projet PARABOV s'inscrit dans un contexte de généralisation de la sélection génomique où la diversification des critères de sélection représente un réel enjeu pour la compétitivité de toutes les filières des ruminants et où le facteur essentiel de réussite devient la collecte de nouveaux phénotypes. Les expériences étrangères existantes (Danemark et Pays Bas notamment) montrent le réel intérêt de s'intéresser aux informations collectées lors des opérations de parage des bovins. PARABOV a pour objectif de définir un cadre pour la collecte de données sur les lésions de pied enregistrées lors du parage des bovins.
Il concerne les deux filières bovines lait et viande.
En plus de la collecte de phénotypes, une réflexion sur les possibilités de valorisation directe des informations dans le cadre de programmes d'appui technique est engagée.
Un groupe de travail a été monté par l'Institut de l'Elevage pour la mise en œuvre du projet, regroupant l'ensemble des familles professionnelles de F.G.E. intéressées et le C.F.P.P.A. du Rheu, centre réalisant les formations officielles des pédicures bovins. Un protocole de collecte a été défini par le groupe de travail au 1er semestre 2011. Il contient l'ensemble des modalités à mettre en place pour réaliser une collecte de données de parage optimale : sélection des lésions de pied pertinentes, mode opératoire précis…
Ce protocole est testé par 4 pareurs de filiales de G.D.S. et 4 pareurs d'E.C.E.L. à travers la France durant la phase pilote du projet.
Cette phase se déroule sur la période d'octobre 2011 à mars 2012. Elle collectera des données sur 13 500 vaches. Un bilan qualitatif et quantitatif sera ensuite réalisé, ce qui permettra de valider et/ou d'améliorer le protocole préalablement défini. En parallèle, des travaux permettant de mettre en place un

© Agri-Services GDS 69

système d'information opérationnel pour centraliser les données au niveau local et national sont en cours. Il se base sur le nouveau dispositif de gestion de données particulières au sein du Système National d'Information Génétique bovin (SNIG).
L'objectif est de déployer un dispositif de collecte de données harmonisé au niveau national dès la fin de cette année.

Par Antoine THUARD (G.D.S. France) et Gilles BLERIOT (Institut de l'Elevage)

UNCEIA

BTIA La Revue Française de Génétique et de Reproduction

ABONNEMENT Tarifs 2012

Revue indispensable pour tout savoir sur la génétique et la reproduction

Je désire m'abonner ○ ou me réabonner ○ N° abonné : ..... (compléter et cocher la case correspondante)

A partir du : **Nombre d'abonnements : .....**

○ Un abonnement d'un an : **59 € TTC**

○ Un abonnement de 2 ans : **95 € TTC (soit une économie de 20%)**

○ Spécial étudiant 1 an : **32 € TTC** (sur justificatif de la condition d'étudiant)

Tarif d'abonnements par avion : ○ 1 an : **75 € TTC**

○ 2 ans : **119 € TTC (soit une économie de 20 %)**

Mme/M. : ..... Profession .....

Adresse .....

.....

Tél : .....

Règlement joint : Chèque Bancaire ○ Chèque Postal ○

à l'ordre de SODIPA

Bulletin à renvoyer à : **BTIA - 149, rue de Bercy - 75595 PARIS Cedex 12**
Tél. : 01 40 04 53 89 - Fax : 01 40 04 53 79
Pour tous renseignements, contacter : **Pascal PULVÉRY** au **06 08 93 59 04**
pascal.pulvery@unceia.fr

Nouveau